

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2007

BURELLE SA

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2007

SOMMAIRE

	PAGE
DÉCLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE QUI ASSUME LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT ANNUEL	29



COMPTES CONSOLIDÉS

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE	30
INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	33
COMPTES CONSOLIDÉS	37
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	76
RAPPORT DU PRÉSIDENT	77
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT	82



COMPTES SOCIAUX

RAPPORT DE GESTION	84
COMPTES SOCIAUX	87
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	94
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	95

DÉCLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE QUI ASSUME LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en pages 32 à 36 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 23 avril 2008

Jean BURELLE

Président-Directeur Général



Comptes consolidés

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2008.

■ ACTIVITÉS ET FAITS MARQUANTS

Burelle SA est une société holding qui contrôle trois filiales :

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 51,7 % et présente dans les Équipements Automobiles et les Systèmes Urbains,
- Burelle Participations, filiale à 100 % dédiée au capital-investissement, et Sofiparc, filiale immobilière contrôlée à 100 %.

Le principal événement de l'exercice est constitué par la cession de la Compagnie Signature à la Compagnie Plastic Omnium pour un montant de 90 millions d'euros. Précédemment détenue à 100 % par Burelle SA, la Compagnie Signature, leader de la signalisation routière en Europe, a rejoint le pôle Systèmes Urbains de la Compagnie Plastic Omnium au 1^{er} juillet 2007. En conséquence, ses comptes sont intégrés par la Compagnie Plastic Omnium à partir du 2^{ème} semestre 2007.

Au niveau de la Compagnie Plastic Omnium, l'acquisition de la Compagnie Signature s'est inscrite dans un mouvement stratégique de plus grande envergure visant à augmenter le poids des services aux collectivités locales. Elle a été suivie par la prise de contrôle, au 1^{er} octobre 2007, du groupe allemand Sulo Environmental Technology, un des acteurs majeurs en Europe dans la fabrication et la commercialisation d'équipements de collecte des déchets. Puis, fin décembre 2007, la Compagnie Signature a conclu une alliance capitalistique par participations croisées avec Eurovia, filiale de Vinci. Le principal objectif de ce partenariat est d'accélérer le développement des activités de signalisation dans les pays d'Europe centrale et de l'est et sur le marché des infrastructures routières « clefs en main », notamment dans le cadre de partenariats public-privé (PPP).

Grâce à ces opérations, la principale filiale de Burelle SA se retrouve positionnée comme un des acteurs majeurs des Systèmes Urbains en Europe, avec une gamme de services étendue et des perspectives de croissance accrues.

Les autres évolutions notables de l'exercice ont trait à la Compagnie Plastic Omnium et comprennent principalement :

- la reprise, en janvier 2007, du site industriel français de Vernon (Eure) auprès de la société Cadence Innovation, en liquidation judiciaire. Cette usine a généré un chiffre d'affaires de 26 millions d'euros en 2007 ;
- l'acquisition des parts des minoritaires (15 %) d'Inoplast qui est désormais contrôlée à 100 % ;
- la mise en vente de Produits Plastiques Performants - 3 P, qui est traité en activité destinée à être cédée. Son chiffre d'affaires s'élève à 60 millions d'euros ;
- l'entrée en activité de la société chinoise, Yanfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd à la fin du 1^{er} semestre 2007.

■ RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes des comptes sociaux et consolidés.

■ FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques sont détaillés dans le rapport du Président sur le contrôle interne. Ils concernent principalement :

- Les risques liés au financement des activités : liquidité des ressources, taux et change ;
- Les risques opérationnels liés à la mise au point, à la fabrication et à l'encaissement des produits et services rendus ;
- Les risques environnementaux décrits dans le paragraphe spécifique du présent document.

■ COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BURELLE

Le chiffre d'affaires du groupe Burelle en 2007 s'élève à 2 789,8 millions d'euros contre 2 563,6 millions d'euros en 2006, en hausse de 8,8 %. À taux de change et périmètre constants, la croissance est de 10,4 %.

La décomposition du chiffre d'affaires 2007 par filiales évolue de la manière suivante par rapport à l'exercice précédent :

en millions d'euros	2007	2006	Évolution %
Compagnie Plastic Omnium	2 685,1	2 325,6	15,5 %
Compagnie Signature*	103,7	234,6	ns
Sofiparc	4,7	5,8	-19,0 %
Interco.	-3,7	-2,4	
Chiffre d'affaires consolidé	2 789,8	2 563,6	8,8 %

*Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2007

Principal actif de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium représente 96,2 % du chiffre d'affaires contre 90,7 % en 2006. Cette progression reflète principalement la forte croissance de cette filiale dans les modules de carrosserie. Elle traduit aussi l'impact de l'acquisition de la Compagnie Signature dont le chiffre d'affaires est comptabilisé par la Compagnie Plastic Omnium à compter du 2^{ème} semestre 2007.

La marge opérationnelle consolidée du groupe Burelle s'élève à 100,3 millions d'euros contre 111,3 millions d'euros en 2006. Elle est pénalisée par la faiblesse des volumes de production dans l'automobile au 1^{er} semestre 2007 en Europe de l'ouest, et par des coûts de réorganisation dans les activités de conteneurs pour la collecte des déchets. Elle subit également un impact défavorable en raison de la dépréciation du dollar et du renchérissement des matières premières.

Les autres charges opérationnelles nettes de 13,1 millions d'euros proviennent principalement de coûts de restructurations nets au sein de la Compagnie Plastic Omnium. Elles intègrent un profit de relution de 5,8 millions d'euros réalisé à l'occasion de la prise de participation d'Eurovia dans l'entité de signalisation horizontale constituée dans le cadre de l'accord capitalistique conclu entre la Compagnie Signature et la filiale de Vinci. Est également comptabilisée en produit une plus-value de 2,1 millions d'euros réalisée sur la cession d'un investissement de Burelle Participations. En 2006, les autres produits et charges opérationnels nets, négatifs à hauteur de 17,1 millions d'euros, tenaient compte d'une plus-value de cession de 1,6 million d'euros provenant de Burelle Participations et d'un profit de réévaluation de 2 millions d'euros sur les actifs loués à des tiers par Sofiparc.

Le résultat d'exploitation ressort à 87,2 millions d'euros au lieu de 94,2 millions d'euros en 2006.

Les charges financières nettes s'élèvent à 40,2 millions d'euros contre 32,5 millions d'euros en 2006. Cette augmentation reflète principalement l'impact de la hausse des taux et les charges liées au financement de l'acquisition de Sulo Environmental Technology.

Le groupe enregistre un profit d'impôt net de 2,1 millions d'euros provenant principalement de la reconnaissance de déficits antérieurs par la Compagnie Plastic Omnium.

La perte des activités destinées à être cédées, d'un montant de 3,2 millions d'euros, correspond au résultat des activités Produits Plastiques Performants - 3P en cours de cession.

Au total, le résultat net consolidé ressort à 48,5 millions d'euros contre 56,1 millions d'euros en 2006. Déduction faite de la part revenant aux minoritaires, le résultat part du groupe s'établit à 23,7 millions d'euros au lieu de 31,5 millions d'euros en 2006. Ramené à une action, il s'élève à 12,71 euros contre 16,89 euros en 2006.

En prenant en compte toutes les opérations menées au cours de l'exercice au 1^{er} janvier 2007, le chiffre d'affaires consolidé proforma du groupe ressortirait à 2 786,3 millions d'euros, la marge opérationnelle à 103,6 millions d'euros, le résultat net à 53,6 millions d'euros et le résultat net part du groupe de 28,7 millions d'euros.

La marge brute d'autofinancement consolidée du groupe atteint 163 millions d'euros, soit 5,8 % du chiffre d'affaires consolidé. Compte tenu d'un besoin en fonds de roulement en diminution de 9,8 millions d'euros et du financement des investissements industriels et des projets de recherche et développement immobilisés pour 157,2 millions d'euros, l'exercice se solde par un excédent de trésorerie provenant des opérations de 15,6 millions d'euros.

L'endettement net, à la date de clôture de l'exercice, est en hausse de 70,4 millions d'euros, à 440,9 millions d'euros au lieu de 370,5 millions d'euros en 2006, reflétant l'impact net de l'acquisition de Sulo Environmental Technology et de l'opération conclue avec Eurovia. Les capitaux propres et subventions tiennent compte des augmentations de capital souscrites par Eurovia pour 35 millions d'euros. Ils s'établissent à 546,5 millions d'euros contre 498,3 millions d'euros en 2006. En conséquence, le ratio de l'endettement net sur les capitaux propres et subventions consolidés ressort à 80,7 % contre 74,3 % à fin 2006.

Compagnie Plastic Omnium

Filiale détenue directement à 51,7 % de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium est cotée à l'Euronext Paris Compartiment B et fait partie du SBF 250. Elle publie séparément des documents financiers pour l'information de ses actionnaires.

En 2007, le chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium s'élève à 2 685,1 millions d'euros contre 2 325,6 millions d'euros en 2006, en hausse de 15,5 %. La progression ressort à 9,2 % à périmètre constant et à 11,7 % à périmètre et taux de change constants.

L'Europe hors France représente la plus forte contribution au chiffre d'affaires (41 %) devant la France (30 %) et l'Amérique du nord (20 %). Suivent l'Asie (5 %) ainsi que l'Amérique du sud et l'Afrique du sud (4 %).

La Compagnie Plastic Omnium est présente dans deux principaux secteurs : les Équipements Automobiles et les Systèmes Urbains qui représentent respectivement 83,8 % et 16,2 % du chiffre d'affaires 2007.

Le pôle Équipements Automobiles regroupe Plastic Omnium Auto Exterior, numéro deux mondial dans les pièces et modules de carrosserie extérieure, et Inergy Automotive Systems, premier fabricant mondial de systèmes à carburant détenu à 50 % en joint-venture avec le groupe Solvay. Le secteur automobile représente un chiffre d'affaires total de 2 249,5 millions d'euros en 2007 contre 2 005,5 millions d'euros en 2006 en progression de 12,2 % en termes réels et de 12,3 % à périmètre et taux de change constants. Cette croissance, supérieure à la progression du marché automobile mondial, reflète principalement le développement des modules de carrosserie et l'apport des nouvelles implantations dans les marchés émergents.

Dans les Systèmes Urbains, le chiffre d'affaires de 435,6 millions d'euros intègre la contribution de la Compagnie Signature à compter du 1^{er} juillet 2007 et celle de Sulo Environmental Technology à partir du 1^{er} octobre 2007 comme indiqué ci-dessus dans les évolutions de périmètre. Ces deux opérations contribuent pour 182 millions d'euros au chiffre d'affaires 2007. À taux de change et périmètre constants, l'activité Systèmes Urbains progresse de 6 %.

La marge opérationnelle 2007 de la Compagnie Plastic Omnium s'établit à 101,2 millions d'euros au lieu de 99,9 millions d'euros en 2006. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle ressort à 3,8 % contre 4,3 % en 2006.

La contribution des activités automobiles s'établit à 78,4 millions d'euros soit 3,5 % du chiffre d'affaires. Elle est en recul de 6,4 millions d'euros par rapport à 2006.

Le pôle Systèmes Urbains dégage une marge opérationnelle en progression de 16,6 millions d'euros en 2006 à 22,8 millions d'euros, avec l'apport des acquisitions. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle se dégrade de 6,9 % à 5,2 %.

Les autres charges, nettes des résultats des mouvements d'immobilisations à leur juste valeur et de cession de titres, s'élèvent à 14,8 millions d'euros.

En conséquence, le résultat d'exploitation s'établit à 86,3 millions d'euros contre 79,7 millions d'euros en 2006.

Le résultat net des activités poursuivies progresse de 50,1 millions d'euros à 54,2 millions d'euros, en hausse de 8,1 %. Il intègre des charges financières nettes de 36,4 millions d'euros et un produit net d'impôt de 1,8 million d'euros provenant de la reconnaissance de déficits antérieurs rendue possible par la poursuite du redressement de certaines filiales. L'exercice 2006 avait supporté des charges financières nettes de 25,7 millions d'euros et une charge d'impôt de 3,9 millions d'euros.



Comptes consolidés

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2008.

Après prise en compte de la perte de Produits Plastiques Performants - 3P, le résultat net consolidé s'établit à 51,0 millions d'euros contre 50,1 millions d'euros en 2006. Le résultat net, part du groupe, ressort à 49,3 millions d'euros contre 47,0 millions d'euros en 2006, en hausse de 5,0 %.

Sofiparc

Filiale à 100 % de Burelle SA, Sofiparc est propriétaire d'un ensemble constitué de 13 200 m² de bureaux et de 306 parkings situés à Levallois (Hauts-de-Seine) ainsi que de terrains nus ou donnés en bail à construction à Lyon et dans sa région.

Les locaux de Levallois sont loués à la Compagnie Plastic Omnium et à des tiers. Suite au départ d'un locataire en mars 2007, Sofiparc a entrepris un programme de travaux qui s'est poursuivi sur le reste de l'année.

Par suite de l'absence de loyers sur les surfaces en travaux, le chiffre d'affaires de Sofiparc baisse de 5,9 millions d'euros en 2006 à 4,7 millions d'euros. Le résultat d'exploitation qui s'élevait à 4,5 millions d'euros en 2006 après un profit de réévaluation de 2 millions d'euros, s'établit à 1,5 million d'euros.

À la fin des travaux, un nouveau bail a été conclu avec International SOS qui prendra possession des locaux le 1^{er} juin 2008.

Burelle Participations

Société de capital-investissement, Burelle Participations investit dans des acquisitions d'entreprises, généralement par effet de levier, en accompagnant des entrepreneurs ou des partenaires financiers, avec un horizon de valorisation à moyen ou long terme.

Au cours de l'exercice, Burelle Participations a accru ses engagements de 10,5 millions d'euros. Un investissement en portefeuille a été cédé avec une plus-value de 2,1 millions d'euros. Après prise en compte des intérêts produits par les investissements en mezzanine, d'un profit de réévaluation réalisé sur un actif financier et des charges de fonctionnement, la contribution de Burelle Participations au résultat net consolidé du groupe Burelle en 2007 ressort à 2,5 millions d'euros contre 2,2 millions d'euros en 2006.

La bonne tenue du portefeuille conduit à un ajustement à juste valeur positif de 1,5 million d'euros dans les capitaux propres consolidés.

Le capital de Burelle Participations, qui s'élève actuellement à 20 millions d'euros, sera porté à 50 millions d'euros dans les années qui viennent, au fur et à mesure des opportunités.

PERSPECTIVES 2008

Les perspectives du groupe Burelle sont indissociables de celles de la Compagnie Plastic Omnium, sa principale filiale. Celle-ci devrait bénéficier, en 2008, des synergies identifiées dans les Systèmes Urbains et continuer de surperformer la croissance de la production automobile dans ses principaux marchés tout en poursuivant son implantation dans les pays à forte croissance. Ces objectifs devraient se traduire par une progression des indicateurs de rentabilité et un renforcement des ratios de structure financière.

Comptes consolidés

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L225 – 102 – 1 du code de commerce (décret n°2002 – 221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Burelle SA est une société holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales et sociales indiquées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation financière, avec les mêmes règles d'intégration des filiales dans la limite d'une participation supérieure ou égale à 50 % pour les informations environnementales. La société HBPO intégrée en proportionnelle à 33,33 % n'y figure pas. Les informations relatives à l'environnement et à la sécurité des sites chinois de Plastic Omnium Auto Exterior et d'Inoplast sont exclues. De même, les données concernant Sulo Environmental Technology, société intégrée globalement à compter du 1^{er} octobre 2007, ne sont pas comptabilisées.

■ INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les filiales de Burelle SA poursuivent la formalisation de leur management environnemental initié en 2001.

Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14001, avec une décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites. Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale.

La forte implication de la Direction Générale et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une poursuite de l'amélioration de divers indicateurs durant l'année 2007 :

- Malgré une croissance de l'activité, les ratios de consommations d'énergies rapportées au volume de matières transformées sont meilleurs cette année que l'an dernier :
 - Électricité : 2,116 Kwh/kg de matière transformée en 2007 contre 2,268 en 2006, soit -6,7 %.
 - Gaz : 0,999 Kwh/kg de matière transformée en 2007 contre 1,084 en 2006, soit -7,8 %.
- La part des déchets ultimes a été ramenée à 3,9 % des matières transformées en 2007 contre 4,7 % en 2006 ce qui représente une progression de 17 %.
- Dans le domaine de la sécurité, on constate une nouvelle baisse sur un an de 9 % du Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec Arrêt à 6,87 contre 7,54 en 2006, ce qui représente une division par 2 en 3 ans, et une légère remontée du Taux de Gravité à 0,25 contre 0,24 en 2006, ce qui représente une amélioration de 16 % en 3 ans. Concrètement, cela équivaut à une réduction de 3 accidents de travail avec arrêt chaque mois depuis 2 ans.

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14001 s'est poursuivi en 2007. Il atteint à présent 72 sites certifiés sur 79, soit 91 % du périmètre de certification (contre 69 sites sur 76 à fin 2006). Parallèlement, un programme de certification OHSAS 18001 a été initié fin 2005. On dénombrait 30 sites certifiés à fin décembre 2007 soit 43 % du périmètre de certification (contre 5 sites sur 74 fin 2006). Le management de la sécurité du Groupe a lui-même été certifié OHSAS 18001 en décembre 2006.

Données environnementales

Impacts environnementaux

Consommations en eau, électricité, gaz :

	2007	2006	2005
Eau (en m³)			
Consommation annuelle	2 294 136	2 624 820	941 635
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %
Électricité (en Kwh)			
Consommation annuelle	551 391 816	519 829 466	454 804 535
Part de CA couvert	99 %	99 %	97 %
Gaz (en Kwh)			
Consommation annuelle	260 430 353	248 523 88	189 535 968
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %

Consommations en matières plastiques :

	2007	2006	2005
Plastiques vierges (en tonnes)			
Consommation annuelle	214 949	191 864	147 623
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %
Plastiques recyclés (en tonnes)			
Consommation annuelle	21 635	23 176	20 382
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %
Total plastiques (en tonnes)			
Consommation annuelle	236 584	215 039	168 005
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %

Consommations en peintures et solvants :

	2007	2006	2005
Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	3 830	3 061	2 420
Part de CA couvert	99 %	97 %	96 %
Solvants (en tonnes)			
Consommation annuelle	7 889	7 316	6 494
Part de CA couvert	99 %	97 %	96 %
Solvants et peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	11 719	10 377	8 914
Part de CA couvert	99 %	97 %	96 %



Comptes consolidés

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L225 – 102 – 1 du code de commerce (décret n°2002 – 221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

Rejets atmosphériques 2007 :

COV (composés organiques volatils) :

	2007	2006	2005
COV équivalent Carbone (en tonnes)	1 797	1 933	1 320
Part du CA des sites concernés couvert	97 %	96 %	95 %

GES (gaz à effet de serre) :

	2007	2006	2005
Gaz à effet de serre (en tonnes)	196 683	186 938	182 817
Part du CA des sites concernés couvert	98 %	99 %	97 %

Ces chiffres correspondent aux émissions de CO₂ issues des énergies consommées par les sites industriels.

Déchets 2007 :

	2007	2006	2005
Déchets recyclés (en tonnes)			
Rejets annuels	15 690	11 391	8 335
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %
Déchets valorisés (en tonnes)			
Rejets annuels	11 430	8 975	10 867
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %
Déchets ultimes (en tonnes)			
Rejets annuels	10 153	10 797	6 443
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %
Total Déchets (en tonnes)			
Rejets annuels	37 274	31 163	25 645
Part de CA couvert	99 %	98 %	97 %

- Coût global du traitement des déchets : 3,8 millions d'euros (93 % du CA couvert).

- Recette générée grâce à la vente par les sites des déchets à recycler : 1,9 million d'euros (97 % du CA couvert).

Utilisation de matériaux recyclés en 2007 :

- Consommation de matières plastiques recyclées : 21 635 tonnes.
- Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50/50 de la Compagnie Plastic Omnium et CFF Recycling, a recyclé par régénération 5 500 tonnes de matières plastiques.

Certifications

Le périmètre de certification est constitué de l'ensemble des sites de production des sociétés détenues à 50 % ou plus par le Groupe. Les Sites Avancés Fournisseurs (SAF) sont inclus dans la certification des sites de production auxquels ils sont rattachés.

- ISO 14001 :
72 sites sont désormais certifiés ISO 14001, ce qui représente 91 % du périmètre à certifier, soit 79 sites. De manière récurrente, la Compagnie Plastic Omnium acquiert et/ou construit régulièrement de nouvelles usines. En conséquence, l'objectif de 100% visé pour 2007 ne peut être atteint. Ces nouveaux sites sont néanmoins engagés dans cette démarche. L'objectif visé pour 2008 est de 95 %.
- OHSAS 18001 :
30 sites sont certifiés OHSAS 18001, ce qui représente 43 % du périmètre à certifier, soit 70 sites. L'objectif visé pour 2008 est de 92 %. Par ailleurs, le management de la sécurité du Groupe a également été certifié en décembre 2006.

Organisation

L'organisation Environnement et Sécurité initiée en 2001 repose sur :

- Un Coordinateur Environnement et Sécurité, membre associé du Comité de Direction groupe de la Compagnie Plastic Omnium,
- Un Directeur Sécurité Groupe, animant et coordonnant les plans d'actions associés au Système de Management Sécurité,
- Un « réseau Environnement » et un « réseau Sécurité » constitués de correspondants dédiés dans chaque entité,
- Une intégration dans les objectifs individuels des performances sécurité,
- Un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examiné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium.

Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 8 558 heures ont été dispensées en 2007, touchant 5 448 participants (99 % du CA couvert).
- Formation : 16 596 heures ont été dispensées en 2007, touchant 4 895 participants (99 % du CA couvert).
- Le déploiement du programme de formation baptisé « Top Safety » lancé en 2005 et visant à développer durablement une culture de la sécurité pour tendre vers le « zéro accident », s'est poursuivi en 2007.
On dénombre désormais 316 managers formés et 4325 personnes sensibilisées, issus de sites industriels en Europe, aux États-Unis et au Mexique. Dans le cadre du déploiement stratégique au sein de la Compagnie Plastic Omnium, chaque division a lancé fin 2005 un plan triennal de progrès Sécurité qui est opérationnel sur tous les sites depuis 2006.

Dépenses et investissements relatifs à l'environnement

- Recherche et Développement : 128,6 millions d'euros, soit 4,6 % du CA consolidé de la Compagnie Plastic Omnium.
- Dépenses Environnement et Sécurité : 4,6 millions d'euros (99 % du CA couvert).
- Investissements industriels : 124,7 millions d'euros.
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 2,2 millions d'euros (99 % du CA couvert).
- Provision pour risque environnemental : 1,4 million d'euros (99 % du CA couvert).
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

Il faut noter que les variations de périmètres, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2006 et 2007 ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

Par ailleurs, certaines données des années antérieures (consommations de matières premières et d'énergies, rejets atmosphériques) ont été corrigées grâce à l'utilisation d'un logiciel commun à toutes les entités, qui n'était pas disponible précédemment. Les tableaux ci-dessus sont établis sur la base de ces données corrigées pour toutes les années présentées.

■ INFORMATIONS SÉCURITÉ

Indicateurs sécurité

	2007	2006	2005
Nombre de premiers soins	2 926	3 110	2 857
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	341	447	455
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	184	192	263
Nombre de jours perdus pour accidents du travail avec arrêt	6 734	6 977	9 032

Taux de fréquence et de gravité

	2007	2006	2005
Taux de fréquence des accidents du travail (en nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées)	6,87	7,54	10,20
Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	19,59	25,04	27,90
Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,25	0,27	0,35

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis 5 ans pour améliorer la sécurité au travail.

■ INFORMATIONS SOCIALES

Les sociétés du groupe Burelle s'attachent à recruter les meilleurs collaborateurs dans toutes leurs activités et à mettre en place des outils de gestion performants pour assurer leur fidélisation et leur épanouissement.

L'organisation fait une large place aux méthodes de gestion en groupes de projets dans les activités de développement, et en unités autonomes de production sur les sites industriels.

Tout en veillant à maintenir une culture de groupe international, les sociétés du groupe favorisent le management local et la résolution des problèmes au plus près du terrain. Le groupe est respectueux des lois locales et recherche le consensus avec les partenaires sociaux.

À fin 2007, les sociétés du groupe, hors Produits Plastiques Performants - 3P, emploient 14 207 personnes, soit 1 687 personnes de plus qu'à fin 2006. Cette augmentation provient notamment des acquisitions réalisées par la Compagnie Plastic Omnium.

À la fin de l'exercice 2007, 57 % des effectifs travaillent hors de France.

Données sociales :

Données financières consolidées :

en millions d'euros	2007	2006	2005
Salaires et appointements	385,0	383,7	365,6
Charges salariales	139,8	138,5	119,1
Participation des salariés	5,4	3,4	3,4
Coûts nets des engagements retraite	-0,1	-1,3	4,0
Rémunération sur base d'actions	1,4	1,0	0,5
Autres charges de personnel	9,9	12,9	11,6
Total	541,4	538,2	504,2

Autres données 2007

Les données présentées ci-dessous et leur ventilation portent sur tout le périmètre de consolidation, hors HBPO, soit :

- pour 2007 sur 97 % de l'effectif consolidé de 14 207 personnes, soit 13 834 personnes.
- pour 2006 sur 98 % de l'effectif consolidé de 12 914 personnes, soit 12 668 personnes.
- pour 2005 sur 98 % de l'effectif consolidé de 10 670 personnes, soit 10 482 personnes, sauf pour les CDD et CDI qui portent sur 100 %

Les filiales chinoises de la Compagnie Plastic Omnium, Xieno et YFPO, dont les effectifs s'élèvent à 919 personnes au 31 décembre 2007 ne sont prises en compte dans les données sociales ci-dessous que pour les informations relatives aux effectifs.



Comptes consolidés

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L225 – 102 – 1 du code de commerce (décret n°2002 – 221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002).

	2007	2006	2005
Effectifs inscrits au 31 décembre	13 834	12 668	10 670
Contrats à durée indéterminée	12 769	11 889	9 986
Contrats à durée déterminée	1 065	779	684
Hommes	10 518	9 576	7 919
Femmes	3 316	3 092	2 563
Ouvriers	7 482	6 729	5 385
Employés, techniciens et agents de maîtrise	3 840	3 692	3 154
Cadres	2 512	2 247	1 943
Nombre de salariés recrutés dans l'année			
Recrutements en contrat à durée indéterminée	1 698	1 409	1 116
Recrutements à durée déterminée	1 161	577	483
Total des recrutements	2 859	1 986	1 599
Nombre de salariés licenciés dans l'année			
Licenciements économiques	298	383	410
Licenciements pour autre motif	662	412	421
Total des licenciements	960	795	831
Heures supplémentaires			
Temps de travail hebdomadaire de 35 à 48 heures selon les pays			
Heures supplémentaires (équivalent temps plein)	301	304	361
Intérimaires			
Intérimaires en équivalent temps plein	2 367	1 871	1 588
Nombre total de salariés travaillant en équipe			
Salariés travaillant en équipes	6 945	6 488	5 113
<i>Dont salariés travaillant la nuit seulement</i>	790	743	680
<i>Dont salariés travaillant le week-end seul</i>	85	64	48
Salariés à temps partiel	357	289	210
Absentéisme dans l'année et motifs			
Taux d'absentéisme pour accidents du travail	0,19 %	0,18 %	0,16 %
Taux d'absentéisme pour autres motifs	2,88 %	2,63 %	3,17 %
Taux d'absentéisme total	3,07 %	2,81 %	3,33 %
Égalité entre hommes et femmes			
Nombre de femmes cadres au 31 décembre	437	440	392
Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année	76	61	65
Relations sociales			
Comités existants	154	169	155
Autres commissions (formation ou suggestions)	53	49	38
Syndicats représentés	33	29	31
Accords d'entreprise conclus dans l'année	104	65	74
Formation			
Total des factures des organismes de formation (<i>en euros</i>)	3 524 000	3 653 000	2 917 416
Total des heures de formation	268 100	272 835	240 184
Heures de formation par an et par salarié	20,8	22,5	23
Personnes handicapées			
Nombre de handicapés	211	220	166
Œuvres sociales (France seule)			
Montant des œuvres sociales CE versées dans l'année (<i>en euros</i>)	1 671 000	809 000	907 706

Comptes consolidés

Compte de résultat

en milliers d'euros

	Notes	2007	%	2006	%
Produits des activités ordinaires		2 789 842	100,0 %	2 563 622	100,0 %
Coût des biens et services vendus	5.A	-2 418 909	-86,7 %	-2 176 034	-84,9 %
MARGE BRUTE		370 933	13,3 %	387 587	15,1 %
Frais de recherche et de développement bruts		-128 637	-4,6 %	-106 091	-4,1 %
Activations et cessions de recherche et de développement		79 595	2,9 %	49 492	1,9 %
Frais de recherche et de développement nets	5.A	-49 042	-1,8 %	-56 599	-2,2 %
Frais commerciaux	5.A	-65 587	-2,4 %	-71 144	-2,8 %
Frais administratifs	5.A	-156 028	-5,6 %	-148 581	-5,8 %
MARGE OPÉRATIONNELLE		100 275	3,6 %	111 263	4,3 %
Autres produits et charges opérationnels	5.C	-13 058	-0,5 %	-17 093	-0,7 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		87 217	3,1 %	94 170	3,7 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		2 489			
Charges de financement	5.D	-39 552	-1,4 %	-32 033	-1,3 %
Autres produits et charges financiers	5.D	-610		-503	
Impôt sur le résultat	5.E	2 088	0,1 %	-5 476	-0,2 %
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		51 631	1,9 %	56 158	2,2 %
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	3.2	-3 164		-32	
RÉSULTAT NET		48 467	1,7 %	56 126	2,2 %
Résultat net-part revenant aux minoritaires		24 775		24 620	
RÉSULTAT NET – PART REVENANT AU GROUPE		23 692		31 506	
RÉSULTAT NET PAR ACTION – PART REVENANT AU GROUPE					
De base (en euros) (*)	5.F	12,71		16,89	
RÉSULTAT NET PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES – PART REVENANT AU GROUPE					
De base (en euros) (*)	5.F	14,40		16,89	

(*) Le résultat net par action de base est calculé sur la base du nombre d'actions formant le capital social, diminué des titres d'autocontrôle imputés sur les capitaux propres.



Comptes consolidés

Bilan

en milliers d'euros

	Notes	31 décembre 2007	31 décembre 2006
ACTIF			
Écarts d'acquisition	6.1 G	231 856	161 273
Immobilisations incorporelles	6.1 G	139 558	130 410
Immobilisations corporelles	6.1 H	663 335	669 556
Immeubles de placement	6.1 I	27 514	27 512
Titres de participations		2 254	1 342
Titres mis en équivalence	6.1 J	8 012	—
Actifs financiers disponibles à la vente*		15 168	10 452
Autres actifs financiers*	6.1 K	4 536	4 764
Impôts différés actifs	6.1 O	49 426	54 332
TOTAL ACTIF NON-COURANT		1 141 659	1 059 641
Stocks	6.1 L	293 291	270 848
Créances de financement clients*	6.1 N	7 721	12 329
Créances clients et comptes rattachés	6.1 M a-c	369 688	373 267
Autres créances	6.1 M c	120 833	103 467
Autres créances financières à court terme*	6.1 N	97 370	24 167
Instruments financiers de couverture*		7 216	6 890
Trésorerie et équivalent de trésorerie*	6.1 P	146 143	123 497
TOTAL ACTIF COURANT		1 042 262	914 465
Actifs destinés à être cédés	3.3	43 000	—
TOTAL ACTIF		2 226 920	1 974 106
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capital	6.2 Q	28 055	28 055
Actions propres		— 949	— 499
Prime d'émission, de fusion, d'apport		16 494	16 494
Réserves et écarts d'évaluation		241 178	191 462
Résultat de l'exercice		23 692	31 506
CAPITAUX PROPRES GROUPE		308 470	267 018
Intérêts minoritaires		224 064	215 853
TOTAL CAPITAUX PROPRES		532 534	482 871
Emprunts et dettes financières - part à long terme*	6.2 T a-b	476 407	308 279
Provisions pour engagements de retraites et assimilés	6.2 V-W	35 260	31 371
Subventions publiques	6.2 S	13 922	15 474
Impôts différés passifs	6.1 O	9 289	30 892
TOTAL PASSIF NON-COURANT		534 877	386 016
Emprunts et dettes financières - part à court terme*	6.2 T a-b	195 566	178 072
Autres dettes financières à court terme*	6.2 T b	44 094	61 306
Instruments financiers de couverture*	6.2 T b	2 969	4 906
Provisions pour risques et charges	6.2 V	20 715	19 399
Fournisseurs	6.2 U	550 368	554 155
Autres dettes d'exploitation	6.2 U	310 673	287 381
TOTAL PASSIF COURANT		1 124 385	1 105 219
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	3.3	35 124	—
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		2 226 920	1 974 106

* La dette financière nette s'élève à 440,9 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 370,5 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Comptes consolidés

Tableau de variation de l'endettement

en milliers d'euros

	2007	2006
I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Résultat net - part revenant au groupe	23 692	31 506
*Élimination des charges et des produits sans incidence sur l'endettement net provenant des opérations d'exploitation	-3 213	-
Dépréciations et amortissements d'actifs immobilisés	154 194	150 695
Dépréciations des stocks et des créances	2 947	-3 980
Variation des autres provisions	-3 430	-5 384
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	-10 341	-2 220
Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	-2 489	-
Part des intérêts minoritaires dans le résultat	22 153	24 620
Subventions et impôts différés	-23 707	-9 150
Activités cédées ou destinées à être cédées	3 164	32
Marge brute d'autofinancement opérationnelle	162 970	186 118
*Variation des actifs et des passifs d'exploitation		
Stocks et en-cours	-31 286	-39 183
– transférés en immobilisations incorporelles (projets automobiles)**	33 550	44 469
– augmentation des stocks et en-cours	-64 836	-83 652
Créances clients et comptes rattachés	-32 773	18 117
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 995	49 958
Autres actifs et passifs d'exploitation	17 907	11 123
Variation du besoin en fonds de roulement	9 843	40 016
II - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-124 702	-97 869
Acquisitions d'autres actifs immobilisés	-56 227	-59 428
– provenant des stocks et en-cours (projets automobiles)**	-33 550	-44 469
– autres actifs immobilisés	-22 677	-14 959
Cessions d'immobilisations corporelles	21 597	19 159
Cessions d'autres actifs immobilisés	2 082	6 857
Excédent de trésorerie lié aux opérations	15 563	94 855
Acquisitions d'immobilisations financières	-189 087	-16 339
Cessions d'immobilisations financières	2 679	1 307
Impact des variations de périmètre	93 333	-32 597
Flux de trésorerie net provenant des opérations d'investissements	-250 325	-178 909
III - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Variation des actions propres	-2 456	-3 487
Dividendes versés aux actionnaires	-7 167	-6 746
Fonds reçus par subventions d'investissements et autres	-449	1 716
Ajustements à la juste valeur autres que les instruments financiers	2 291	3 678
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-7 781	-4 839
Activités cédées ou destinées à être cédées	6 022	-360
Effet des variations des cours de change sur l'endettement net	8 853	13 786
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE L'ENDETTEMENT NET	-70 418	55 939
Endettement financier net en début d'exercice*	-370 464	-426 403
ENDETTEMENT FINANCIER NET EN FIN D'EXERCICE	-440 882	-370 464

* le détail de ce montant figure en note 6.2.T.b de l'annexe aux comptes consolidés

** conformément aux principes comptables présentés au paragraphe 1.15 de l'annexe aux comptes consolidés



Comptes consolidés

Variation des capitaux propres

en milliers d'euros

en milliers d'unités pour le nombre d'actions

	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Autres réserves	Écarts de conversion	Résultat groupe	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2004	2 011	30 167	25 626		125 157	- 10 059	21 761	192 652	186 721	379 373
Dividendes distribués					- 1 304			- 1 304	- 4 985	- 6 289
Actions propres de Burelle SA				- 1 349				- 1 349		- 1 349
Affectation du résultat 2004					21 761		- 21 761	-		-
Diminution de capital	- 141	- 2 112	- 9 132		11 244			-		-
Variation de périmètre								-		-
Effets des changements de méthodes					- 681			- 681	- 887	- 1 568
Mouvement de la réserve de conversion						9 478		9 478	12 107	21 585
Écarts actuariels sur avantages au personnel					- 989			- 989	- 263	- 1 252
Autres écarts actuariels								-		-
Coûts relatifs aux stock options chez Compagnie PO								-		-
Ajustements à la juste valeur					3 456			3 456	- 390	3 066
Autres variations					15 070			15 070	- 15 070	-
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2005	1 870	28 055	16 494	- 1 349	173 714	- 581		216 333	177 233	393 566
Résultat au 31 décembre 2005							25 928	25 928	21 579	47 507
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2005	1 870	28 055	16 494	- 1 349	173 714	- 581	25 928	242 261	198 812	441 073
Dividendes distribués					- 1 921			- 1 921	- 4 825	- 6 746
Actions propres de Burelle SA				- 32				- 32		- 32
Affectation du résultat 2005					25 928		- 25 928	-		-
Augmentation de capital								-		-
Variation des actions propres et du capital de Compagnie PO					- 1 917			- 1 917	- 1 516	- 3 433
Variation de périmètre								-	8 731	8 731
Mouvement de la réserve de conversion						- 6 045		- 6 045	- 10 945	- 16 990
Écart de juste valeur sur participations					- 1 102			- 1 102		- 1 102
Écarts actuariels sur avantages au personnel					- 926			- 926	- 749	- 1 675
Coûts relatifs aux stock options chez Compagnie PO					539			539	433	972
Instruments financiers					2 103			2 103	1 292	3 395
Réévaluation d'un immeuble administratif					2 552			2 552		2 552
Autres variations								-		-
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2006	1 870	28 055	16 494	- 1 381	198 970	- 6 626		235 512	191 233	426 745
Résultat au 31 décembre 2006							31 506	31 506	24 620	56 126
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2006	1 870	28 055	16 494	- 1 381	198 970	- 6 626	31 506	267 018	215 853	482 871
Dividendes distribués					- 1 469			- 1 469	- 5 698	- 7 167
Actions propres de Burelle SA				432	- 608			- 176		- 176
Affectation du résultat 2006					31 506		- 31 506	-		-
Augmentation de capital								-		-
Variation des actions propres et du capital de Compagnie PO					- 1 016			- 1 016	- 830	- 1 846
Variation de périmètre					29 039			29 039	- 2 961	26 078
Mouvement de la réserve de conversion						- 9 895		- 9 895	- 7 541	- 17 436
Écart de juste valeur sur participations					182			182		182
Écarts actuariels sur avantages au personnel					- 383			- 383	- 556	- 939
Coûts relatifs aux stock options chez Compagnie PO					598			598	488	1 086
Instruments financiers					239			239	244	483
Autres variations					641			641	290	931
Capitaux propres avant résultat au 31 décembre 2007	1 870	28 055	16 494	- 949	257 699	- 16 521		284 778	199 289	484 067
Résultat 2007							23 692	23 692	24 775	48 467
Capitaux propres après résultat au 31 décembre 2007	1 870	28 055	16 494	- 949	257 699	- 16 521	23 692	308 470	224 064	532 534

Comptes consolidés

États des produits et charges comptabilisés

<i>en milliers d'euros</i>	2007	2006
Résultat net de la période - Part du groupe	23 692	31 506
Mouvement de la réserve de conversion	-9 895	-6 045
Écart de juste valeur sur participations	182	-1 102
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	-383	-926
Coûts relatifs aux stock options chez Compagnie Plastic Omnium	598	539
Instruments financiers	239	2 103
Réévaluation d'un immeuble administratif	322	2 552
Ajustement à la juste valeur sur actifs corporels	166	
Total des produits et charges reconnus directement en capitaux propres	-8 771	-2 879
Total des produits et charges par année - Part du groupe	14 921	28 627
Résultat net de la période - Part des minoritaires	24 775	24 620
Mouvement de la réserve de conversion	-7 541	-10 945
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	-556	-749
Coûts relatifs aux stock options chez Compagnie Plastic Omnium	488	433
Instruments financiers	244	1 292
Ajustement à la juste valeur sur actifs corporels	135	
Total des produits et charges reconnus directement en capitaux propres	-7 230	-9 969
Total des produits et charges par année - Part des minoritaires	17 545	14 651
Total groupe et minoritaires des produits et charges par année	32 466	43 278



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

■ 1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Principes de préparation des états financiers

En date du 4 avril 2008, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe Burelle pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

En application du règlement européen n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Burelle sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ces états financiers. Ces normes comptables internationales comprennent les International Accounting Standards (IAS) et les International Financial Reporting Standards (IFRS) ainsi que leurs interprétations.

Les nouvelles normes comptables, amendements de normes existantes et interprétations d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2007 sont sans incidence sur la performance du groupe Burelle au 31 décembre 2007, mais ont conduit à une information plus détaillée dans diverses notes de l'annexe.

En application de la norme IFRS 7, devenue obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2007, une information complémentaire relative aux risques découlant des instruments financiers, aux créances et à la balance âgée est présentée dans cette annexe.

Au 31 décembre 2007, le groupe Burelle n'applique aucune autre norme ou interprétation IFRS émise (telle que l'IFRS 8 sur les segments opérationnels) et adoptée par l'Union Européenne, mais non encore entrée en vigueur.

Les comptes consolidés du groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception des immeubles de placement, des terrains, des sièges administratifs de Nanterre et de Levallois, des instruments financiers dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur.

1.2 Estimations et jugements

Pour préparer ses états financiers, le groupe Burelle a recours à des estimations et des hypothèses pour évaluer certains de ses éléments d'actifs, de passifs, de produits, de charges et d'engagements (tels que les provisions, les impôts différés, et les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur). Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement. Les montants figurant dans les futurs états financiers du groupe pourront intégrer des changements d'estimations ou d'hypothèses en considération des retours d'expérience passée et de l'évolution des conditions économiques.

1.3 Principes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50 %, mais sur lesquelles le groupe exerce un contrôle en substance, c'est-à-dire le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'en obtenir des avantages, sont consolidées selon cette même méthode.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle en intégrant la quote-part détenue des actifs, des passifs et du compte de résultat.

1.4 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs nets, qui ne sont pas détenus par le groupe. Ils sont présentés de façon distincte dans le compte de résultat et dans les capitaux propres du bilan consolidé, séparément des capitaux propres attribuables à la société mère.

Le groupe a opté pour la méthode dite des « capitaux propres » pour la comptabilisation de ses transactions avec les minoritaires, lorsque celles-ci n'entraînent pas de perte de contrôle. Cette méthode consiste à :

- comptabiliser par réserves les pertes ou profits de dilution/relution,
- ne pas modifier la valeur de l'écart d'acquisition à l'issue de la prise de contrôle.

1.5 Information sectorielle

L'information sectorielle de premier niveau se décline selon les secteurs d'activités suivants :

- Compagnie Plastic Omnium : la plaquette financière de cette société détaille l'information selon les activités d'Équipements Automobiles et de Systèmes Urbains.
- Compagnie Signature : acteur dans la signalisation routière verticale et horizontale, pour la période du 1^{er} semestre 2007. À partir du second semestre 2007, cette activité est intégrée dans l'activité Systèmes Urbains de la Compagnie Plastic Omnium, suite à son acquisition par cette dernière,
- Sofiparc: société immobilière possédant un patrimoine constitué essentiellement de bureaux à Levallois.

Chacun de ces secteurs d'activités représente une composante distincte et autonome du groupe Burelle exposée à des risques, une rentabilité, un suivi des performances et une structure des actifs qui lui sont propres.

Une information sectorielle de second niveau, par secteurs géographiques, est présentée dans les états financiers consolidés.

1.6 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3. Les actifs acquis, les passifs et passifs éventuels assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La différence entre la part acquise de la juste valeur ci-avant définie et le coût d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

La cession, au début du second semestre 2007, de la Compagnie Signature, détenue à 100 % par Burelle SA, à la Compagnie Plastic Omnium, constitue un regroupement d'entreprises sous contrôle commun. La Compagnie Plastic Omnium est détenue directement par Burelle SA à 51,7 % avant annulation des actions d'autocontrôle, et à 55,05 % après annulation de ces actions.

1.7 Gestion du capital

L'objectif du groupe est de disposer, à tout moment, de ressources financières suffisantes pour permettre la réalisation de l'activité courante, les investissements nécessaires à son développement et également de faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux, conduisant à une gestion du capital et de la dette financière.

Dans le cadre de la gestion du capital, le groupe assure la rémunération de ses actionnaires principalement par le versement de dividendes et peut procéder à des ajustements, eu égard à l'évolution de conditions économiques.

L'ajustement de la structure du capital peut être réalisé par le versement de dividendes ordinaires ou exceptionnels, le rachat et l'annulation de titres d'auto-contrôle, le remboursement d'une partie du capital ou l'émission d'actions nouvelles et/ou de valeurs mobilières donnant des droits au capital.

1.8 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation des comptes du groupe Burelle est l'euro. Les comptes des sociétés étrangères, établis en monnaie fonctionnelle⁽¹⁾, sont convertis en monnaie de présentation groupe, selon les principes suivants :

- conversion des postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, au taux de clôture,
- conversion des postes du compte de résultat au taux moyen de la période,
- prise en compte de l'écart de conversion en réserves dans les capitaux propres consolidés.

(1) La monnaie fonctionnelle est généralement la monnaie locale sauf pour quelques filiales étrangères qui effectuent la majorité de leurs transactions dans une autre devise.

Les écarts d'acquisition et les ajustements à la juste valeur, dégagés à l'occasion de regroupements avec des sociétés étrangères, sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont convertis par la suite, dans la monnaie de présentation du groupe, au cours de clôture, l'écart de conversion étant constaté en capitaux propres. En cas de cession d'une société étrangère, les différences de conversion s'y rapportant, comptabilisées en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

1.9 Conversion des opérations exprimées en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées initialement en monnaie fonctionnelle, aux cours en vigueur à la date de transaction. À l'arrêté des comptes, les actifs et passifs monétaires sont revalorisés aux taux en vigueur à la date de clôture.

Les écarts de conversion provenant de changements de taux sont inscrits au compte de résultat, en autres produits et charges opérationnels, lorsqu'ils sont relatifs à des opérations d'exploitation, en résultat financier lorsqu'ils sont relatifs à des opérations financières.

1.10. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, à l'exclusion des rabais, remises et autres taxes sur les ventes et droits de douane. Les critères de reconnaissance spécifiques suivants doivent également être remplis pour que les produits des activités ordinaires puissent être reconnus.

Vente de biens

Le produit des activités ordinaires de pièces et négoce est comptabilisé lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens.

Prestations de services

- Le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage et du développement est reconnu lors du démarrage en série du modèle afférent.
- Pour les contrats de location-maintenance de l'activité Systèmes Urbains, la majorité des contrats relève de la location simple. Les revenus des loyers sont pris en résultat, linéairement, sur la durée des contrats sauf dans le cas de quelques contrats significatifs requalifiés en location-financement, pour lesquels une vente immédiate est constatée à hauteur des coûts d'enquête, de mise en place et d'un prix de vente estimatif des parcs placés.

1.11 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur enregistrement. Des provisions sont constituées pour couvrir des risques de non-recouvrement des créances dès lors qu'elles présentent un indicateur objectif de dépréciation. Le montant des provisions est déterminé, contrepartie par contrepartie, sur une base individuelle ou à partir d'une approche statistique sur la base de portefeuilles de créances de petits montants présentant des risques homogènes.

Les créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux ventes sous contrats de location-financement de l'activité Environnement, et aux ventes prix pièces « rondelle » garanties par les clients contractuellement, sur des développements ou installations. Le produit relatif à ces créances est comptabilisé en chiffre d'affaires. Ces créances de financement sont déduites dans le cadre du calcul de l'endettement financier net du groupe.

Les créances cédées à des tiers sont sorties de l'actif du groupe, dans la mesure où la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont associés sont transférés à ces tiers.

1.12 Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers - créances et balance âgée

Conformément à la norme IFRS 7 qui s'applique aux instruments financiers comptabilisés ou non et qui porte sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers à la date de clôture de l'exercice, l'annexe présente certaines informations relatives :

- au risque de liquidité, en précisant le montant total des engagements bancaires et la part non utilisée,
- au risque de marché, en précisant :
 - le détail de la dette financière au 31 décembre par devise et par nature de taux d'intérêt,
 - le détail des créances clients, comptes rattachés et autres créances au 31 décembre, par devise,
 - le détail des dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes au 31 décembre, par devise,
 - la balance âgée des créances brutes, au 31 décembre.

1.13 Résultat d'exploitation et marge opérationnelle

Le groupe utilise la marge opérationnelle comme principal indicateur de performance.

La marge opérationnelle correspond au résultat d'exploitation des sociétés intégrées avant prise en compte des autres produits et charges d'exploitation, qui comprennent, pour l'essentiel :

- les résultats de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles,
- les provisions d'« impairment » sur actifs incorporels et corporels, y compris les dépréciations éventuelles sur écarts d'acquisition,



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

- les écarts de conversion provenant de taux de devises différents entre ceux retenus pour la comptabilisation de créances et dettes d'exploitation et ceux constatés lors du règlement de ces créances et dettes,
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leurs fréquences, leurs natures ou leurs montants, à l'instar des coûts de pré-démarrage de nouvelles usines, des coûts de restructuration et de ceux relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs, et de la valeur nette comptable des bacs en fin de contrat.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou non.

1.14 Crédit d'impôt recherche

Le groupe bénéficie de crédits d'impôts liés à l'effort de recherche de ses filiales. Ces crédits d'impôts sont dorénavant assimilés à des subventions et sont inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant. Auparavant, ils étaient comptabilisés dans la rubrique « impôt sur les résultats ».

1.15 Frais de recherche et développement

Les frais de développement de l'activité Automobile

Les frais de développement de l'activité Automobile (outillages et études), couverts par une garantie contractuelle de paiement des clients, sont comptabilisés en stock, au cours de la phase de développement. Les revenus relatifs à ces développements provenant des clients, à l'issue de la phase de développement, sont comptabilisés en produits des activités ordinaires à la date de conformité clients ou au plus tard, à la date de démarrage série. Les paiements reçus avant cette acceptation sont inscrits en avances clients.

Les frais non couverts par une garantie contractuelle de paiement des clients sont comptabilisés directement en immobilisations incorporelles en cours. Avant le 1^{er} janvier 2007, ils étaient comptabilisés en stock jusqu'au démarrage série et ensuite transférés en immobilisations incorporelles.

Ces frais immobilisés sont amortis, dès que la cadence journalière de production atteint 30 % de l'estimation et, au plus tard, trois mois après la date de démarrage de la série.

Ils sont amortis en linéaire sur la durée de vie prévue pour la production de la série, soit, en moyenne, 3 ans. Auparavant, l'amortissement était fonction des volumes pour la partie financée par un prix spécifique à la pièce, appelé « rondelle de développement », et linéairement sur la durée de vie série estimée pour la marge développement.

Autres frais de recherche et développement

Les autres frais de recherche constituent des charges de l'exercice. Les frais de développements significatifs sont activés en immobilisations incorporelles dès qu'ils répondent aux critères de qualification de la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » et présentent, en particulier, de sérieuses probabilités d'avantages économiques futurs sur la base d'estimations et d'hypothèses raisonnables. À défaut, ils constituent également des charges de l'exercice.

1.16 Frais de démarrage

Les coûts correspondant aux phases de démarrage, y compris les coûts organisationnels, sont pris en charges au fur et à mesure de leur engagement. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

1.17 Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent résiduel du coût d'acquisition, sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, et des passifs éventuels évaluable, de façon fiable à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition du groupe Burelle ne sont pas amortis conformément aux normes IFRS, et font l'objet d'un « test de dépréciation » ou « impairment test » systématique au minimum une fois l'an.

Ce test est réalisé, au sein de chaque secteur d'activité, pour chacune des unités génératrices de trésorerie identifiées.

La valeur nette comptable de l'ensemble des actifs (y compris les écarts d'acquisition), constituant chaque unité génératrice de trésorerie, est comparée à sa valeur recouvrable, c'est-à-dire au maximum entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows actualisés.

Ces données prévisionnelles sont issues des plans à moyen terme du groupe, établis pour la période des trois ans à venir. Au-delà de cet horizon, est calculée une valeur terminale correspondant à la capitalisation des données de la dernière année du plan auxquelles sont appliqués un taux de croissance reflétant des perspectives d'évolution du marché et un taux d'actualisation.

Pour l'exercice 2007, il a été retenu, pour l'ensemble des unités génératrices de trésorerie, un taux de croissance de 2 % et un taux d'actualisation de 7,5 % correspondant à l'appréciation du groupe par le marché en termes de coût moyen du capital sur la base de la capitalisation boursière du groupe et du coût de ses financements.

Les tests effectués sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie présentant des écarts d'acquisition ne conduisent pas à comptabiliser de dépréciations.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition. Les écarts d'acquisition sont évalués annuellement, à leur coût diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur.

1.18 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, ou à leur coût de production lorsqu'elles sont créées par l'entreprise pour elle-même (ou sous-traitées), ou à leur juste valeur pour celles acquises à titre gratuit.

Dans la mesure où ces immobilisations ont fait l'objet de cession ou d'apport à l'intérieur du groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées dans les comptes consolidés.

En application de la norme IFRS 1 qui permet de retenir la juste valeur comme coût présumé à la date de transition aux IFRS pour des actifs corporels immobilisés (IAS 16) et pour les immeubles de placement (IAS 40), le groupe Burelle procède de manière périodique, limitée et ciblée depuis 2004, à la réévaluation à la juste valeur de ses terrains et des deux sièges administratifs, sur la base d'expertises externes. La dernière expertise a eu lieu en juin 2007.

Les sièges administratifs sont constitués de :

- l'immeuble de bureaux de Nanterre occupé par les filiales du groupe, traité en tant qu'actif corporel immobilisé (IAS16)
- l'immeuble de bureaux de Levallois, détenu par la société Sofiparc, traité en tant qu'actif corporel immobilisé (IAS16) pour la partie occupée par les filiales du groupe, et traité en tant qu'immeuble de placement (IAS 40) pour la partie louée à des tiers n'appartenant pas au groupe.

Les sièges administratifs et les immeubles de placement du groupe font l'objet de réévaluations à la juste valeur.

Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations encourus afin de restaurer ou de maintenir les avantages économiques futurs que l'entreprise peut attendre du niveau de performance estimé à la date d'origine de l'actif, sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les actifs sous contrats de location-financement, en application de la norme IAS 17, sont inscrits en actifs immobilisés à leur juste valeur et amortis par application des taux d'amortissements groupe applicables aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des leasings sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses, souffleuses) et sur les parcs de l'activité Environnement.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

- | | |
|---|---------------------------|
| • Constructions et agencements initiaux | 20 à 40 ans |
| • Presses, souffleuses et machines de transformation | 6 ^{2/3} à 12 ans |
| • Machines d'usinage, de finition et autres matériels industriels | 3 à 6 ^{2/3} ans |
| • Conteneurs de l'activité Environnement | 8 ans |

Conformément à la norme IAS 16 - « Immobilisations corporelles », le groupe applique l'approche par composants sur ses ensembles immobiliers et ses ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses, souffleuses).

Provisions pour dépréciation

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cadre de décisions d'arrêt de commercialisation de production ou de non-renouvellement de production.

1.19 Stocks et en-cours

Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

À la clôture de l'exercice, ces stocks sont dépréciés lorsque le prix de vente estimé des produits finis auxquels ils sont dédiés dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés résiduels de commercialisation, de production et de transformation, ne permet pas de recouvrer leur valeur d'inventaire.

Stocks de produits finis et intermédiaires

Les stocks de produits finis et intermédiaires sont valorisés sur la base des coûts de production standard, révisés annuellement. Le prix de revient comprend les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les coûts ainsi obtenus ne comportent ni frais généraux administratifs ou informatiques non liés

à la production, ni frais de recherche et développement, ni frais commerciaux. Ces stocks sont comparés à la clôture à leur valeur nette de réalisation, estimée sur la base des mêmes principes que ceux énoncés précédemment, et sont dépréciés si nécessaire.

1.20 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe des obligations à l'égard de tiers entraînant une sortie de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue pour le groupe. Ces provisions pour risques et charges sont inscrites en passif courant dans la mesure où elles présentent généralement un caractère de court terme.

Le coût des mesures d'adaptation des effectifs est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce aux personnels concernés ou à leurs représentants.

1.21 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les engagements de retraites et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent les salariés du groupe en activité. Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges opérationnelles, les cotisations assises sur les salaires de l'exercice qui sont versées aux organismes nationaux en charge des régimes de retraite et de prévoyance, selon les lois et usages en vigueur dans chaque pays. Le groupe n'ayant aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires ou des prestations futures, aucun passif actuariel n'est comptabilisé au titre de ces régimes à cotisations définies.

Les régimes à prestations définies concernent, pour l'essentiel, les avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés français, auxquelles se rajoutent :

- les autres avantages à long terme correspondant, pour l'essentiel, aux médailles du travail des salariés français ;
- les autres engagements de retraite et compléments de retraite, principalement sur la zone US et la France ;
- les régimes de couverture des frais médicaux, sur la zone US.

Ces évaluations intègrent des hypothèses :

- de date de départ à la retraite fixée selon les termes de la législation et en particulier pour les salariés français, à 61 ans pour les non-cadres (départ volontaire) et à taux plein pour les cadres,
- de mortalité,
- de probabilité de départ avant la retraite pour le personnel actif,
- d'estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite,
- de taux financiers d'actualisation et d'inflation,
- de rentabilité à long terme des actifs investis en vue de couvrir les engagements de retraite.

Les écarts actuariels sont pris en compte immédiatement dans les capitaux propres, sans aucun étalement.

Ces régimes à prestations définies font l'objet de provisions pour avantages du personnel calculées sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées avec services proratisés par application de la norme IAS19.



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

Lorsque les régimes à prestations définies sont couverts par des fonds, ces fonds font l'objet à chaque exercice d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants et leur valeur est déduite du passif correspondant.

Les variations de provisions correspondant aux régimes à prestations définies sont enregistrées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, au compte de résultat, en « charges opérationnelles », à l'exception :

- de l'effet de la variation de l'actualisation des engagements présentés, conformément à l'option proposée par l'IAS 19, en résultat financier ;
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi présentés en capitaux propres, en application des amendements de la norme IAS 19 avantages du personnel « Actuarial gains and losses, Group Plans and Disclosures » ;
- des impacts d'écart de change et de variations de périmètre.

Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles, utilisées pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et à long terme, significatives sont les suivantes :

Age de début d'activité professionnelle :

- 20 ans pour les non-cadres, 24 ans pour les cadres.

Age de départ à la retraite pour les salariés français :

- 61 ans pour les non-cadres (départ volontaire) ;
- pour les cadres : départ volontaire à l'âge donnant droit à une retraite pleine.

Age de départ à la retraite pour les salariés aux USA : entre 55 et 65 ans.

Taux d'actualisation financière :

- 5,25 % pour les indemnités de départ à la retraite française (4,5 % en 2006) ;
- 4,75 % pour les médailles du travail françaises (4,0 % en 2006) ;
- 6,0 % pour les avantages postérieurs à l'emploi de la zone US (6,0 % en 2006).

Taux d'inflation :

- 2 % l'an pour la France.

Évolution des salaires :

- 2 à 5,5 % en France (taux moyens selon les statuts cadre ou non-cadre et l'âge), 3 % pour la retraite complémentaire ;
- 4,5 % aux États-Unis.

Taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite :

- 4,5 % pour la France ;
- 8,0 % pour la zone US.

Nota : Pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en considération des conditions locales.

Taux d'accroissement des coûts médicaux pour la zone US : 10,5 % en 2007 avec une baisse de 0,5 % par an pour atteindre 5 % en 2019.

Taux de charges sociales : entre 45 % et 55 % pour la France.

1.22 Subventions publiques

Les subventions inscrites au passif du bilan correspondent à des subventions accordées dans le cadre d'investissements pour de nouveaux sites ou matériels de production ou de programmes de recherche et développement.

Les subventions sont :

- reprises en résultat au niveau de la marge brute, au fur et à mesure de l'amortissement des biens acquis au moyen de ces subventions, ou lorsque les programmes de recherche et développement n'ont pas abouti.
- remboursées, en cas de réussite des programmes de recherche et développement.

1.23 Actions propres

Les actions auto-détenues par le groupe Burelle, quelle que soit leur affectation, sont inscrites dès leur acquisition en diminution des fonds propres.

Les prix de cession sur ces titres sont comptabilisés directement en augmentation ou en diminution des capitaux propres du groupe, aucun profit ou perte n'étant comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

1.24 Plans d'options d'achat et de souscription d'actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions accordés aux salariés sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration, en utilisant le modèle mathématique de type « Black & Scholes ».

Cette valeur est enregistrée en « charges de personnel » linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en réserves pour ne pas affecter les capitaux propres. Conformément aux dispositions transitoires de la norme, seuls les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions postérieurs au 7 novembre 2002 ont été ainsi comptabilisés.

À ce jour, seule la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des plans d'options d'achat et de souscription d'actions.

1.25 Actifs financiers (hors instruments dérivés)

Les actifs financiers comprennent, d'une part, les titres de participation des sociétés non consolidées qui ne sont ni contrôlées, ni sous influence notable et, d'autre part, les prêts et les valeurs mobilières.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur, à la date de clôture, et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

Les titres de participation des sociétés ni contrôlées, ni sous influence notable, présentant un caractère significatif ou voués à être cédés, sont considérés comme étant « disponibles à la vente ». Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture correspondant soit au cours de cotation du 31 décembre 2007, soit à la valeur liquidative de la part dans le cas de fonds de placement à risques (FCPR). Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. Une provision pour dépréciation est constituée en compte de résultat lorsqu'il existe une raison objective de dépréciation de ces titres, par référence à leur valeur d'acquisition.

Les actifs financiers sont présentés en actifs non-courants, exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en actifs courants ou en équivalent de trésorerie suivant les cas.

1.26 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les dépôts à vue et les fonds de caisse, à l'exclusion des découverts bancaires qui figurent dans les passifs financiers. Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme. Les valeurs mobilières comprennent les placements de trésorerie, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à tout moment. Ils sont valorisés à leur valeur de marché. La variation de juste valeur de ces actifs est comptabilisée en résultat.

1.27 Dérivés et comptabilité de couverture

Pour gérer son risque de taux d'intérêt, le groupe utilise des instruments dérivés cotés sur des marchés organisés ou de gré à gré. En application de la norme IAS 39, ces instruments financiers de couverture sont valorisés et comptabilisés au bilan, à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur sur instruments de couverture de taux sont affectées en variation des capitaux propres pour les parties efficaces de ces instruments et en résultat financier pour les parties non efficaces de ces instruments.

1.28 Impôt sur les résultats

En application de la norme IAS 12, le groupe Burelle comptabilise sans actualisation les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement des différences temporaires.

Les actifs d'impôts différés sur les crédits d'impôts, les déficits reportables et les autres différences temporaires sont évalués en fonction de leur probabilité de réalisation future.

■ 2 - ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du groupe Burelle a évolué de la manière suivante :

À compter du 1^{er} janvier 2007 :

- > Les sociétés suivantes, nouvellement créées, sont intégrées globalement :
- Plastic Omnium Auto Exterior Argentine avec le démarrage d'une nouvelle usine automobile,
 - Plastic Omnium Medio Ambiente en Argentine pour des opérations de négoce de l'activité Systèmes Urbains,
 - Plastic Omnium Vernon pour le site de Vernon dans l'Eure (France) repris à la société Cadence Innovation.

> Les sociétés suivantes, nouvellement créées, sont consolidées par intégration proportionnelle :

- HBPO Canada (18,35 %)
- HBPO Corée du Sud (18,35 %)
- HBPO Japon (18,35 %)
- HBPO Royaume-Uni (18,35 %)
- Inergy Moyen-Orient (14,04 %)

> Les sociétés de l'activité Produits Plastiques Performants - 3P, en cours de cession au 31 décembre 2007, sont classées en « Actifs / Passifs destinés à être cédés » au bilan et en « Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées » dans le compte de résultat. Ces sociétés étaient consolidées en intégration globale en 2006.

À compter du 1^{er} juillet 2007 :

> La Compagnie Signature ayant été cédée par Burelle SA à la Compagnie Plastic Omnium, elle demeure consolidée en intégration globale. Le profit de cession réalisé est éliminé en consolidation et, en raison du taux de détention à 55,05 % de Burelle SA dans la Compagnie Plastic Omnium, les intérêts minoritaires sont constatés à hauteur de 45,95 %.

> Le groupe allemand Sulo Environmental Technology, un acteur majeur en Europe des équipements pour la collecte des déchets acquis auprès de Veolia Propreté, est mis en équivalence à compter du 1^{er} juillet 2007, puis intégré globalement à compter du 1^{er} octobre 2007.

Le montant de la transaction s'élève à 177 millions d'euros et comprend le prix d'achat des titres et l'acquisition d'actifs corporels situés à Herford en Allemagne. L'écart d'acquisition, d'un montant provisoire, ressort à 79 millions d'euros. Le groupe dispose d'une année pour l'affecter.

La contribution du groupe Sulo Environmental Technology au chiffre d'affaires de l'exercice 2007 du groupe Burelle est de 55,4 millions d'euros correspondant au chiffre d'affaire du 4^{ème} trimestre.

> La coentreprise chinoise, Yanfeng Plastic Omnium, détenue à 49,95 % par la Compagnie Plastic Omnium, est intégrée proportionnellement. Cette coentreprise est spécialisée dans les pièces extérieures de carrosserie.

> La part des minoritaires d'Inoplast (15 %) a été acquise par la Compagnie Plastic Omnium.

À compter du 21 décembre 2007 :

Les accords conclus entre la Compagnie Signature et Eurovia ont conduit à des prises de participations de la société Eurovia dans « Signature Vertical » à hauteur de 35 %, et dans « Signature Horizontal » à hauteur de 65 %.

Par conséquent, l'activité « Signature Vertical » reste consolidée par intégration globale et l'intérêt minoritaire d'Eurovia est comptabilisé en droits des minoritaires.

L'activité « Signature Horizontal » est mise en équivalence.



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

Synthèse

Les actifs, passifs et passifs éventuels qui ont été acquis et cédés sur l'exercice 2007, évalués à leur date d'entrée dans le groupe ou de sortie du groupe, sont présentés ci-après, au 31 décembre 2007 :

en milliers d'euros	Entrées	Sorties
Immobilisations incorporelles et corporelles	64 000	30 416
Titres de participations	1	811
Autres actifs financiers	175	456
Impôts différés actifs	4 194	705
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS	63 870	32 388
Stocks	18 468	10 469
Créances clients et comptes rattachés	31 285	59 349
Autres créances	0	0
Autres créances financières à court terme	29 086	45 257
Trésorerie et équivalent de trésorerie	10 309	3 639
TOTAL ACTIFS COURANTS	89 148	118 714
TOTAL ACTIF	157 518	151 102
TOTAL CAPITAUX PROPRES	114 884	3 215
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	5 363	3 159
Subventions publiques	0	17
Emprunts et dettes à long terme	0	2 809
Impôts différés passifs	2 592	193
TOTAL PASSIFS NON-COURANTS	7 955	6 178
Autres dettes financières à court terme	295	78 450
Provisions pour risques et charges	7 474	576
Fournisseurs et autres dettes	26 910	62 683
TOTAL PASSIFS COURANTS	34 679	141 709
TOTAL PASSIF	157 518	151 102

■ 3. CESSIONS D'ACTIVITÉS ET ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES

3.1 Principales activités cédées ou destinées à être cédées

La société PO LANDER, filiale de l'activité Systèmes Urbains a été définitivement liquidée en décembre 2006. Elle figure au compte de résultat 2006 sous la rubrique « Résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées » pour son résultat net.

L'activité Produits Plastiques Performants - 3P a fait l'objet d'une décision de cession au début de l'exercice 2007. En conséquence, les comptes des sociétés relatives à cette activité ont été classés en « Actifs/Passifs destinés à être cédés » au bilan du 31 décembre 2007 et en « Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées » au compte de résultat 2007.

3.2 Résultats des activités destinées à être cédées

La société PO LANDER justifie la totalité de ce résultat, pour l'exercice 2006.

Les sociétés de l'activité Produits Plastiques Performants - 3P justifient la totalité de ce résultat, pour l'exercice 2007.

Ce résultat s'analyse ainsi :

en milliers d'euros	2007	2006
Produits des activités ordinaires	58 696	
Marge opérationnelle	-214	
Résultat d'exploitation	-2 135	-32
Résultat financier	-854	
Impôt sur les résultats	-175	
Résultat net des activités cédées ou destinées à être cédées	-3 164	-32
Plus et moins-value de cessions sur activités cédées		
Ajustement de valeur sur les actifs des activités destinées à être cédées		
Total résultat après impôts des activités cédées ou destinées à être cédées	-3 164	-32

3.3 Valeur comptable des actifs nets destinés à être cédés

Les sociétés de l'activité Produits Plastiques Performants - 3P justifient la totalité de la valeur comptable des actifs nets au 31 décembre 2007.

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Immobilisations corporelles et incorporelles	12 547	
Créances clients et autres débiteurs	13 894	
Stocks	8 726	
Trésorerie	2 801	
Emprunts et découverts bancaires	-13 990	
Fournisseurs et autres débiteurs	-15 452	
Provisions pour risques et charges	-649	
Actifs nets destinés à être cédés	7 876	N/A

■ 4. INFORMATIONS SECTORIELLES

4.1 Secteurs d'activité

4.1.1 Compte de résultat par secteurs d'activité

2007 en millions d'euros	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature**	Sofiparc	Holdings et divers*	Total consolidé
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	2 685,1	103,7	4,7	-3,7	2 789,8
% du total	96,2 %	3,7 %	0,2 %		100 %
MARGE OPÉRATIONNELLE	101,2	0,3	1,5	-2,7	100,3
% des produits des activités ordinaires du secteur	3,8 %	0,3 %	31,7 %		3,8 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	86,3	-0,7	1,4	0,2	87,2
% des produits des activités ordinaires du secteur	3,2 %	-0,7 %	30,7 %		3,1 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence					2,5
Résultat financier					-40,2
Impôt sur les résultats					2,1
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées					-3,2
RÉSULTAT NET					48,5

2006 en millions d'euros	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et divers*	Total consolidé
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	2 325,6	234,6	5,9	-2,5	2 563,6
% du total	90,7 %	9,2 %	0,1 %	N/A	100 %
MARGE OPÉRATIONNELLE	99,9	12,4	2,5	-3,6	111,3
% des produits des activités ordinaires du secteur	4,3 %	5,3 %	42,3 %	N/A	4,3 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	79,7	11,2	4,5	-1,2	94,2
% des produits des activités ordinaires du secteur	3,4 %	4,8 %	76,3 %	N/A	3,7 %
Résultat financier					-32,5
Impôt sur les résultats					-5,5
Résultat après impôt des activités cédées ou destinées à être cédées					
RÉSULTAT NET					56,1

* y compris Burelle Participations SA, les retraitements et éliminations de consolidation.

** 1^{er} semestre 2007 seulement



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

4.1.2 Agrégats du bilan par secteurs d'activité

en milliers d'euros	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et divers*	Total consolidé
31 décembre 2007					
Écarts d'acquisition	288 733	-56 877			231 856
Immobilisations incorporelles	139 445		2	111	139 558
Immobilisations corporelles	614 078		47 763	1 494	663 335
Immeubles de placement	1 520		27 514	-1 520	27 514
Autres actifs financiers et titres de participation	16 415			13 555	29 970
31 décembre 2006					
Écarts d'acquisition	132 006	27 833		1 434	161 273
Immobilisations incorporelles	122 744	7 907	6	-247	130 410
Immobilisations corporelles	581 906	39 590	46 747	1 313	669 556
Immeubles de placement	1 436		27 512	-1 436	27 512
Autres actifs financiers et titres de participation	5 629	1 053		9 876	16 558

* y compris Burelle Participations SA, les retraitements et éliminations de consolidation.

4.1.3 Autres informations par secteurs d'activité

en milliers d'euros	Groupe Plastic Omnium	Groupe Signature	Sofiparc	Holdings et divers*	Total consolidé
31 décembre 2007					
Investissements incorporels	56 090	137			56 227
Investissements corporels	121 129	2 298	1 282	-5	124 702
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	150 914	3 182	537	524	154 110
31 décembre 2006					
Investissements incorporels	58 994	434			59 428
Investissements corporels	94 375	3 338	165	-9	97 869
Dotations aux amortissements sur actifs immobilisés	143 449	6 338	505	3 709	154 001

* y compris Burelle Participations SA, les retraitements et éliminations de consolidation.

4.2 Secteurs géographiques

4.2.1 Produits des activités ordinaires par secteurs géographiques

en millions d'euros	2007	2006
France	876,9	859,6
% du CA	31,4 %	33,5 %
Amérique du Nord	544,1	557,7
% du CA	19,5 %	21,8 %
Europe hors France	1 125,8	958,1
% du CA	40,4 %	37,4 %
Amérique du Sud & Afrique	105,4	74,2
% du CA	3,8 %	2,9 %
Asie	136,6	114,0
% du CA	4,9 %	4,4 %
Total	2 789,8	2 563,6

4.2.2 Actifs industriels par secteurs géographiques

en milliers d'euros	France	Amérique du Nord	Europe Hors France	Amérique du Sud & Asie	Total
31 décembre 2007					
Actifs industriels	730 144	232 483	519 855	66 893	1 549 375
Amortissements des actifs industriels	-405 188	-129 373	-299 250	-24 715	-858 526
dont investissements industriels de l'exercice	46 390	19 636	47 352	11 325	124 702
31 décembre 2006					
Actifs industriels	794 051	245 152	395 102	50 563	1 484 868
Amortissements des actifs industriels	-425 711	-129 107	-212 632	-21 468	-788 918
dont investissements industriels de l'exercice	48 981	12 194	32 196	4 499	97 869



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

■ 5 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

A. Coûts des biens et services vendus, des frais de développement, commerciaux et administratifs

en milliers d'euros

	2007	2006
Inclus dans le coût des biens et services vendus		
Coûts des consommations (achats-variations de stocks)	1 659 911	1 501 490
Sous-traitance directe de production	32 527	27 497
Énergie et fluides	51 088	46 670
Salaires et charges	337 333	334 380
Autres coûts de production	213 684	150 967
Amortissements	124 819	119 171
Provisions	- 453	- 4 142
Total	2 418 909	2 176 034
Inclus dans les frais de recherche et développement		
Salaires, charges et avantages du personnel	71 119	70 429
Amortissements des frais de développement activés	18 078	21 486
Autres	- 40 156	- 35 315
Total	49 042	56 599
Inclus dans les frais commerciaux		
Salaires et charges	43 451	46 178
Amortissements et provisions	133	749
Autres	22 003	24 217
Total	65 587	71 144
Inclus dans les frais administratifs		
Salaires, charges et avantages du personnel	89 544	87 238
Autres frais administratifs	59 622	57 738
Amortissements	9 186	9 034
Provisions	- 2 324	- 5 429
Total	156 028	148 581

B. Frais de personnel

<i>en milliers d'euros</i>	2007	2006
Salaires et traitements	385 082	383 725
Charges sociales	139 776	138 480
Participation des salariés	5 406	3 365
Coûts des engagements de retraites et obligations similaires	- 115	- 1 279
Rémunération sur base d'actions	1 354	972
Autres charges de personnel	9 944	12 963
Total	541 447	538 226

C. Autres produits et charges opérationnels

<i>en milliers d'euros</i>	2007	2006
Mouvements d'immobilisations à leur juste valeur	3 145	2 390
Restructurations nettes	- 13 699	- 8 315
Implantations et réorganisations industrielles	- 5 607	- 4 607
Autres charges opérationnelles	- 5 998	- 10 284
Autres produits opérationnels	9 101	3 723
- Résultat de relation/opérations Signature-Eurovia	5 836	
- Autres	3 265	
Total	- 13 058	- 17 093

D. Résultat financier

<i>en milliers d'euros</i>	2007	2006
Charges de financement	- 39 552	- 32 033
Charges financières sur les engagements de retraite	- 1 592	
Résultat de change sur opérations financières	497	- 223
Résultat sur couvertures à terme	486	- 280
Total	- 40 162	- 32 536

E. Impôt sur le résultat

La composition de la charge d'impôt s'analyse comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	2007	2006
Compte de résultat consolidé		
Impôt exigible		
Charges (ou produits) d'impôt exigible	- 20 375	- 11 644
Charges (ou produits) relatifs aux éléments non-courants	480	- 1 121
Impôt différé		
Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporaires	21 577	7 551
Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôts ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux	406	- 262
Impôt comptabilisé au compte de résultat consolidé	2 088	- 5 476
<i>en milliers d'euros</i>	2007	2006
Résultat du groupe avant impôt	49 543	61 634
Charge au taux d'impôt applicable (33 ^{1/3} %)	- 16 413	- 20 543
Incidence des taux d'impôts plus ou moins élevés dans d'autres pays	4 251	2 985
Effet sur l'impôt différé à l'ouverture d'un changement de taux d'impôt	406	262
Pertes fiscales antérieures activées	11 688	5 432
Pertes fiscales non comptabilisées	- 4 165	- 3 804
Crédits d'impôts et autres économies fiscales	11 957	7 277
Charges non déductibles fiscalement et produits non imposables	- 1 186	- 1 141
Autres	- 4 450	4 056
Charge d'impôt effective	2 088	- 5 476
<i>Taux d'impôt effectif</i>	<i>- 4,2 %</i>	<i>8,9 %</i>

F. Résultat par action

	2007	2006
Résultat net - Part revenant au groupe		
Résultat net par action de base, en euros	12,71	16,89
Résultat net des activités poursuivies - Part revenant au groupe		
Résultat net par action de base des activités poursuivies, en euros	14,40	16,89
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat par action de base	1 864 093	1 864 983

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires correspond au total des actions composant le capital social, diminué des actions détenues en autocontrôle.



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

■ 6 - NOTES RELATIVES AU BILAN

6.1 Bilan actif

G. Actifs incorporels

2007 en milliers d'euros	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2007	161 273	11 746	13 237	98 206	7 220	291 683
Augmentations	45	2 971	6 215	46 697	300	56 227
Cessions nettes		-811	19	-1 573	10	-2 355
Entrées de périmètre	82 350	8 962	90	282	4 907	96 591
Sorties de périmètre	-8 805	-970	-327	-363	-2 432	-12 898
Reclassements	178	146	3 371	116	-3 981	-169
Dotations aux amortissements de l'exercice		-875	-6 106	-44 224	197	-51 009
Écarts de conversion	-3 186	-59	-186	-3 050	-176	-6 656
Valeur nette au 31 décembre 2007	231 856	21 109	16 312	96 091	6 045	371 414

2007 en milliers d'euros	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2007						
Coût	238 690	20 243	51 331	216 718	7 304	534 287
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-77 417	-8 497	-38 094	-118 512	-84	-242 604
Valeur nette au 1^{er} janvier 2007	161 273	11 746	13 237	98 206	7 220	291 683
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2007						
Coût	296 492	27 944	57 957	237 202	5 144	624 737
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-64 636	-6 835	-41 644	-141 111	902	-253 324
Valeur nette au 31 décembre 2007	231 856	21 109	16 312	96 091	6 045	371 414

2006 <i>en milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2006	161 026	11 335	12 421	93 229	5 065	283 075
Acquisitions	390	938	6 711	48 743	2 645	59 428
Cessions nettes	-2 575	142	-88	-4 662	-34	-7 216
Entrées de périmètre	4 593	187	-10	2 076	822	7 668
Sorties de périmètre	-105	-1			-2	-108
Variations de périmètre	-564	0	12	104	0	-448
Reclassements	3 599	312	-369	-130	-109	3 304
Dotations aux amortissements de l'exercice		-1 170	-5 161	-38 767	-1 170	-46 267
Dotations aux provisions de l'exercice	-1 527					-1 527
Écarts de conversion	-3 563	2	-280	-2 386	3	-6 225
Valeur nette au 31 décembre 2006	161 273	11 746	13 237	98 206	7 220	291 683

2006 <i>en milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition	Brevets	Logiciels	Actifs de développement	Autres	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2006						
Coût	243 842	17 351	47 474	188 917	3 489	501 073
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-82 816	-6 016	-35 053	-95 688	1 575	-217 998
Valeur nette au 1^{er} janvier 2006	161 026	11 335	12 421	93 229	5 065	283 075
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2006						
Coût	238 690	20 243	51 331	216 718	7 304	534 287
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-77 417	-8 497	-38 094	-118 512	-84	-242 604
Valeur nette au 31 décembre 2006	161 273	11 746	13 237	98 206	7 220	291 683



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

H. Actifs corporels

Immobilisations corporelles hors immeubles de placement

	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
2007 <i>en milliers d'euros</i>					
Valeur nette au 1^{er} janvier 2007	305 062	249 671	32 629	82 194	669 556
Augmentations	13 090	52 905	42 664	16 043	124 702
Cessions nettes	-7 152	-6 641	-	-5 255	-19 048
Entrées de périmètre	16 478	17 508	2 943	1 483	38 412
Sorties de périmètre	-16 034	-7 132	-535	-1 557	-25 258
Reclassements	-4 524	24 759	-33 975	-1 076	-14 816
Dotations aux amortissements de l'exercice	-13 893	-69 487	-10	-19 985	-103 375
Ajustement à la juste valeur	5 058	3 915	-	-	8 973
Écarts de conversion	-7 067	-7 443	-1 179	-122	-15 811
Valeur nette au 31 décembre 2007	291 018	258 055	42 537	71 725	663 335

	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
2007 <i>en milliers d'euros</i>					
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2007					
Coût	433 723	776 822	32 753	215 717	1 458 474
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-128 660	-526 611	-124	-133 523	-788 919
Valeur nette au 1^{er} janvier 2007	305 062	249 671	32 629	82 194	669 556
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2007					
Coût	410 987	861 043	42 640	207 190	1 521 860
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-119 969	-602 988	-103	-135 466	-858 526
Valeur nette au 31 décembre 2007	291 018	258 055	42 537	71 725	663 335

	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
2006 <i>en milliers d'euros</i>					
Valeur nette au 1^{er} janvier 2006	269 949	201 184	71 677	86 886	629 697
Acquisitions	8 064	34 441	37 676	18 791	95 815
Ajustement à la juste valeur de terrains	769				769
Cessions nettes	-8 444	-7 583	-122	-3 686	-19 835
Entrées de périmètre	23 776	44 512	5 510	3 110	76 908
Sorties de périmètre	41	-603	165	-114	-513
Variations de périmètre	1 269	1 389	614	39	3 310
Reclassements	33 092	51 187	-79 616	229	4 892
Dotations aux amortissements de l'exercice	-16 821	-68 295	-42	-21 867	-103 867
Écarts de conversion	-6 633	-6 561	-3 233	-1 192	-17 620
Valeur nette au 31 décembre 2006	305 062	249 671	32 629	82 194	669 556

	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
2006 <i>en milliers d'euros</i>					
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2006					
Coût	373 934	646 921	71 761	217 440	1 309 056
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-103 985	-445 737	-84	-130 554	-680 360
Valeur nette au 1^{er} janvier 2006	269 949	201 184	71 677	86 886	629 697
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2006					
Coût	433 723	776 822	32 753	215 717	1 458 474
Amortissements et provisions cumulés (dont pertes de valeur)	-128 660	-526 611	-124	-133 523	-788 919
Valeur nette au 31 décembre 2006	305 062	249 671	32 629	82 194	669 556

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrat de location simple « bailleur »

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Coût	77 819	81 745
Amortissements cumulés	-44 768	-41 488
Dont au titre de l'exercice	-8 022	-7 569
Valeur nette au 31 décembre 2007	33 051	40 257

Ces immobilisations correspondent aux parcs de conteneurs loués par la division Plastic Omnium Systèmes Urbains à ses clients pour les contrats ne faisant pas l'objet d'une requalification en location financement.

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
<i>Paievements minimaux à recevoir au titre des contrats de location simples et/ou de maintenance non résiliables</i>		
À moins d'un an	48 781	41 292
À plus d'un an et moins de cinq ans	82 761	70 637
À plus de cinq ans	8 687	10 025
Total	140 229	121 955

Immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location-financement « preneur »

Ces immobilisations, incluses dans le tableau ci-dessous, correspondent à des usines, des centres de recherche et de développement, des matériels de production industriels et des conteneurs loués à des clients.

en milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Total
Coût	52 523	47 028	99 551
Amortissements cumulés	-23 291	-37 616	-60 907
Valeur nette au 31 décembre 2007	29 232	9 412	38 644

en milliers d'euros	Paievements minimaux au 31 décembre 2007	Valeurs actualisées au 31 décembre 2007
À moins d'un an	7 915	7 582
À plus d'un an et moins de cinq ans	12 392	11 130
À plus de cinq ans	5 823	5 513
Total	26 130	24 225

I. Immeubles de placement

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Juste valeur au 1^{er} janvier	27 512	28 391
Ajustements à la juste valeur	2	1 982
Reclassement		-2 861
Juste valeur au 31 décembre	27 514	27 512
Produits locatifs des immeubles de placement	1 310	2 924
Charges directes liées aux revenus locatifs des immeubles de placement (y compris entretien et réparations)	1 057	994

Les immeubles de placement correspondent à la partie des bureaux de Levallois louée à des tiers.

J. Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence correspondent à la participation de la Compagnie Plastic Omnium dans le groupe Euromark (Signature Horizontal) au 31 décembre 2007.

K. Autres actifs financiers (non-courants)

en milliers d'euros - net	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Prêts	488	71
Dépôts et Cautionnements	3 968	4 185
Autres créances	80	508
Total	4 536	4 764

L. Stocks et en-cours

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Matières premières et approvisionnements	81 956	79 618
Moules, outillages et études	147 993	133 131
Autres en-cours de production	3 122	1 208
Marchandises		
Au coût (brut)	6 313	8 693
À la valeur nette de réalisation	5 967	7 610
Produits finis		
Au coût (brut)	55 879	51 827
À la valeur nette de réalisation	54 253	49 281
Total en valeur nette	293 291	270 848

M. Créances clients et comptes rattachés

a - Valeurs brutes, dépréciations et valeurs nettes

en milliers d'euros	31 décembre 2007			31 décembre 2006		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances et comptes rattachés	375 383 (*)	- 5 695	369 688	380 750 (*)	- 7 483	373 267

b - Créances brutes - Balance âgée

31 décembre 2007 en milliers d'euros	Total encours	Sous-total non échu	Sous-total échu	<1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	>12 mois
Compagnie Plastic Omnium	375 117	320 308	54 809	23 107	11 453	4 080	3 223	4 031	8 915
Sofiparc	119		119	119					
Holdings	147		147	147					
Total (*)	375 383	320 308	55 075	23 373	11 453	4 080	3 223	4 031	8 915

31 décembre 2006 en milliers d'euros	Total encours	Sous-total non échu	Sous-total échu	<1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	>12 mois
Compagnie Plastic Omnium	329 089	267 179	61 910	40 585	7 442	4 884	1 825	2 977	4 197
Sofiparc	51 435	35 828	15 607	5 101	3 934	2 031	1 056	1 341	2 143
Holdings	226		226	226					
Total (*)	380 750	303 007	77 743	45 912	11 376	6 915	2 881	4 318	6 340

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

c - Créances clients, comptes rattachés et autres créances par devises

en milliers de devises		Créances au 31 décembre 2007			Créances au 31 décembre 2006		
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
ARS	Peso argentin	24 472	5 286	1 %	727	178	0 %
BRL	Real brésilien	10 426	4 007	1 %	6 647	2 364	0 %
CAD	Dollar canadien	4 206	2 903	1 %	107	70	0 %
CHF	Franc suisse	12 480	7 542	2 %	9 369	5 830	1 %
CLP	Peso chilien	1 081 050	1 478	0 %	667 418	952	0 %
CZK	Couronne tchèque	86 186	3 237	1 %	74 338	2 705	1 %
EUR	Euro	334 769	334 769	68 %	310 462	310 462	65 %
GBP	Livre sterling	14 680	20 018	4 %	16 871	25 124	5 %
JPY	Yen japonais	702 824	4 261	1 %	514 884	3 281	1 %
MXN	Peso mexicain	79 783	4 964	1 %	60 465	4 250	1 %
PLN	Zloty polonais	9 930	2 763	1 %	8 439	2 203	0 %
SEK	Couronne suédoise	3 084	327	0 %	3 091	342	0 %
SKK	Couronne slovaque	37 679	1 122	0 %	4 818	140	0 %
THB	Baht thaïlandais	166 493	3 801	1 %	42 636	912	0 %
TRL	Lire turque	12 087	7 040	1 %	11 155	5 984	1 %
USD	Dollar américain	99 511	67 598	14 %	126 208	95 830	20 %
KRW	Won coréen	9 214 954	6 687	1 %	8 541 913	6 974	1 %
ZAR	Rand sud-africain	15 236	1 519	0 %	4 226	459	0 %
CNY	Renminbi chinois	105 685	9 829	2 %	89 029	8 661	2 %
ROL	Lei roumain	1	0	0 %	55	16	0 %
	Autres		1 370	0 %		-3	0 %
Total			490 521	100 %		476 734	100 %

N. Créances financières

Créances financières à court terme

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Comptes courants	8 050	18 612
Autres créances financières à court terme*	89 320	5 555
Total	97 370	24 167

* : Le compte « Autres créances financières à court terme » se décompose comme suit au 31 décembre 2007 :

en milliers d'euros	31 décembre 2007
Créance financière sur Eurovia liée à ses apports à la Compagnie Signature	79 133
dont:	
- à Signature Vertical Holding	25 133
- à Euromark Holding	54 000
Créance financière de la Compagnie Plastic Omnium sur tiers externes	4 588
Créance financière de Plastic Omnium Vernon sur tiers externes	2 346
Divers	3 253
Total	89 320

Créances de financement clients relatives aux contrats de location-financement

en milliers d'euros	31 décembre 2007		31 décembre 2006	
	Créances location-financement à recevoir	Paiements minimaux actualisés à recevoir	Créances location-financement à recevoir	Paiements minimaux actualisés à recevoir
À moins d'un an	5 845	5 730	6 350	6 191
À plus d'un an et moins de cinq ans	1 543	1 481	5 979	5 777
À plus de cinq ans	333	279		
Total	7 721	7 490	12 329	11 968

O. Impôts différés

L'évolution des résultats des sociétés allemandes, complétée de l'intégration des nouvelles sociétés dans les groupes fiscaux allemands, rend désormais possible, pour le groupe Burelle, la prise en compte d'un actif d'impôt différé sur les sociétés allemandes qui n'était comptabilisé qu'à hauteur de 0,9 million d'euros et est porté de ce fait à 7,3 millions d'euros. Les avantages relatifs aux pertes fiscales non utilisées peuvent ainsi être activés en raison de la forte probabilité d'utilisation des pertes fiscales sur les bénéfices futurs imposables des entités détenues sur les trois exercices à venir, principe retenu par le groupe Burelle. Cet actif d'impôt différé n'est pas intégré dans le calcul de l'écart d'acquisition (positif ou négatif) issu des nouvelles entités acquises.

Les impôts différés au bilan, se répartissent comme suit:

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Immobilisations	-43 786	-51 307
Avantages du personnel	8 963	8 651
Provisions	4 392	5 870
Instruments financiers	-1 452	-1 063
Déficits activés	67 686	51 872
Autres	4 334	7 758
Total	40 137	21 781

Les actifs d'impôt correspondant aux déficits fiscaux non reconnus ne faisant pas l'objet d'un actif d'impôt différé dans les comptes au 31 décembre 2007, pour un montant total de 19 millions d'euros, présentent les caractéristiques suivantes:

en milliers d'euros	31 décembre 2007
Déficits reportables sur une durée illimitée :	16 833
Déficits reportables sur une durée maximale de plus de 5 ans :	546
Déficits reportables sur une durée maximale de 5 ans :	833
Déficits reportables sur une durée maximale de 4 ans :	81
Déficits reportables sur une durée maximale de 3 ans :	56
Déficits reportables sur une durée maximale inférieure à 3 ans :	680
Total	19 029

P. Trésorerie et équivalent de trésorerie

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Fonds bancaires et caisses	126 920	107 357
Dépôts à court terme	19 224	16 140
Total	146 143	123 497

6.2. Bilan passif

Q. Capital social

en euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Capital social au 1 ^{er} janvier	28 054 545	28 054 545
Augmentation de capital sur actions émises en cours d'année	—	—
Diminution de capital sur actions émises en cours d'année	—	—
Capital social au 31 décembre, constitué d'actions ordinaires de 15 euros de nominal chacune	28 054 545	28 054 545
Actions propres	93 150	79 800
Total après déduction des actions propres	27 961 395	27 974 745

Les actions nominatives inscrites au nom du même titulaire depuis au moins trois ans, bénéficient d'un droit de vote double.

R. Dividendes votés et distribués en 2007 par Burelle SA

en milliers d'euros	2007	2006
Dividendes sur les actions ordinaires formant le capital	1 440	1 309
Dividendes sur actions propres	4	4
Dividendes nets	1 436	1 305
Dividende par action, en euros	0,77	0,70

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

S. Subventions

en milliers d'euros

	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Subventions liées aux résultats	–	–
Subventions liées aux actifs	13 922	15 474
Total	13 922	15 474

Les subventions sont présentées en passif non-courant au bilan consolidé.

T. Emprunts et dettes financières

a - Emprunts et dettes financières - parts à court et long terme

en milliers d'euros

	31 décembre 2007		31 décembre 2006	
	Courant	Non-courant	Courant	Non-courant
Dettes financières sur contrats de location-financement	7 090	17 025	11 039	31 071
Emprunts bancaires	188 476	459 382	167 033	277 208
Total	195 566	476 407	178 072	308 279

b - Endettement financier net par échéance

en milliers d'euros

	31 décembre 2007	– 1 an	+ 1 an – 5 ans	+ 5 ans	31 décembre 2006	– 1 an	+ 1 an – 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes financières à long terme	476 407		402 771	73 636	308 279		247 324	60 955
Créances financières à long terme	– 19 704		– 19 704		– 15 216		– 15 216	
Créances financières à court terme	– 258 450	– 258 450			– 166 883	– 166 883		
Emprunts et dettes financières à court terme	195 566	195 566			178 072	178 072		
Autres dettes financières à court terme	44 094	44 094			61 307	61 307		
Instruments financiers de couverture	2 969	2 969			4 906	4 906		
Total	440 882	– 15 821	383 067	73 636	370 464	77 401	232 108	60 955

Il n'existe aucune clause de remboursement anticipé sur les emprunts bancaires, les dettes financières et assimilées, en raison du non-respect de ratios financiers.

Au 31 décembre 2007, le groupe Burelle bénéficie d'ouvertures de crédits bancaires confirmées à échéance moyenne supérieure à 3 ans. Le montant de ces lignes bancaires confirmées s'élève à 898 millions d'euros contre 892 millions d'euros au 31 décembre 2006. Il est supérieur au montant des utilisations. La part non utilisée au 31 décembre 2007 s'élève à 433 millions d'euros contre 546 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Détail de la dette financière par devises

en % de la dette financière	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Euro	85 %	73 %
US dollar	14 %	24 %
Livre sterling	1 %	2 %
Autres devises	0 %	1 %

Analyse de la dette financière par nature de taux d'intérêt

en % de la dette financière	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Taux variables couverts	44 %	57 %
Taux variables non-couverts	41 %	22 %
Taux fixes	16 %	21 %
Total	100 %	100 %

Le taux de financement moyen sur l'exercice s'élève à 5,4 % contre 4,5 % en 2006.

U. Dettes d'exploitation et autres dettes

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Dettes fournisseurs	525 164	527 765
Dettes sur immobilisations	25 204	26 390
Total	550 368	554 155

Autres dettes d'exploitation

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Dettes sociales	72 429	71 048
Dettes fiscales	20 711	12 663
Autres créditeurs	108 317	106 798
Avances clients	109 216	96 872
Total	310 673	287 381

Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation par devises

Les dettes fournisseurs par devises couvrent les comptes de dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation.

en milliers de devises		Dettes au 31 décembre 2007			Dettes au 31 décembre 2006		
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
ARS	Peso argentin	31 481	6 800	1 %	5 703	1 398	0 %
BRL	Real brésilien	58 761	22 585	3 %	31 269	11 118	1 %
CAD	Dollar canadien	6 120	4 224	0 %	787	515	0 %
CHF	Franc suisse	13 146	7 945	1 %	9 318	5 799	1 %
CLP	Peso chilien	369 299	505	0 %	307 060	438	0 %
CZK	Couronne tchèque	105 933	3 978	0 %	89 090	3 241	0 %
EUR	Euro	611 530	611 530	71 %	602 136	602 136	72 %
GBP	Livre sterling	28 087	38 299	4 %	31 512	46 927	6 %
JPY	Yen japonais	704 639	4 272	0 %	543 288	3 462	0 %
MXN	Peso mexicain	162 254	10 095	1 %	131 412	9 236	1 %
PLN	Zloty polonais	9 063	2 522	0 %	8 628	2 252	0 %
SEK	Couronne suédoise	3 645	386	0 %	2 168	240	0 %
SKK	Couronne slovaque	197 617	5 884	1 %	132 548	3 849	0 %
THB	Baht thaïlandais	164 286	3 751	0 %	96 922	2 072	0 %
TRL	Lire turque	5 530	3 221	0 %	5 391	2 892	0 %
USD	Dollar américain	164 374	111 660	13 %	164 745	125 091	15 %
KRW	Won coréen	13 592 389	9 864	1 %	11 508 050	9 396	1 %
ZAR	Rand sud-africain	27 645	2 756	0 %	38 507	4 180	0 %
CNY	Renminbi chinois	106 306	9 887	1 %	63 050	6 134	1 %
ROL	Lei roumain	—	—	—	1 186	351	0 %
	Autres		877	0 %		809	0 %
Total			861 041	100 %		841 536	100 %



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

V. Provisions pour risques et charges

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2006	Dotations	Utilisa- tions	Reprises sans objet	Reclasse- ments	Écart actuariel	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2007
Garanties clients	4 057	1 122	-2 851	-435	748		-140	-11	2 491
Réorganisations	4 824	5 169	-3 084	-221	102		-1 629	-279	4 882
Provisions pour impôts	1 124	1 571	-1 586		231		1 811	-7	3 145
Risques sur contrats	2 123	1 550	-2 364	250	867		-116	-6	2 304
Provision sur extension de parc	930		-479						451
Provision pour litiges	2 235	809	-449	-105	-583		2 180	-27	4 058
Autres *	4 106	631	-2 961		-1 295		2 915	-12	3 384
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	19 399	10 852	-13 774	-511	70		5 021	-342	20 715
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	31 371	2 917	-1 440		282	1 750	1 169	-789	35 260
TOTAL	50 770	13 769	-15 214	-511	352	1 750	6 186	-1 131	55 975

* Les montants pris individuellement dans la rubrique « autres » n'ont pas un caractère significatif.

W. Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel

Évolution des engagements bilantiels et des coûts sur avantages correspondant aux régimes à prestations définies

Les valeurs inscrites au bilan au titre de ces avantages sont les suivantes :

en milliers d'euros	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Dette actuarielle au 1^{er} janvier	47 692	43 613	36 970	4 479	2 624	2 499	52 171	46 237	39 469
Coût des services rendus	3 207	3 858	3 869	285	614	248	3 492	4 472	4 117
Coût financier	1 465	932	1 566	127	99	94	1 592	1 031	1 660
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	-384	-1 014	-354		-181	32	-384	-1 195	-322
Pertes et gains actuariels	2 017	1 407	1 833	98	143	-33	2 115	1 550	1 800
Prestations payées par les actifs	-261	-1 866	-173				-261	-1 866	-173
Prestations payées par l'entreprise	-550	-599	-1 388	-431	-270	-250	-981	-869	-1 638
Prestations payées par les participants		336	333					336	333
Variation de périmètre	1 169	2 633		0	316		1 169	2 949	
Reclassement des provisions pour risques et charges	282				1 231		282	1 231	
Écart de conversion	-1 479	-1 608	957	-46	-97	34	-1 525	-1 705	991
Dette actuarielle au 31 décembre	53 158	47 692	43 613	4 512	4 479	2 624	57 670	52 171	46 237
<i>Variation de la dette actuarielle</i>	5 466	4 079	6 643	33	1 855	125	5 499	5 934	6 768
Valeur vénale des actifs de couverture au 1^{er} janvier	20 800	19 535	16 123				20 800	19 535	16 123
Rendement des actifs de couverture	417	998	818				417	998	818
Cotisations patronales	1 810	2 874	2 523				1 810	2 874	2 523
Cotisations salariales		356	339					356	339
Pertes et gains actuariels	365	-125	-126				365	-125	-126
Prestations payées par les actifs de couverture	-261	-1 866	-173				-261	-1 866	-173
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	15	-204	-205				15	-204	-205
Variation de périmètre	0						0		
Écart de conversion	-736	-768	235				-736	-768	235
Valeur vénale des actifs de couverture au 31 décembre	22 410	20 800	19 535				22 410	20 800	19 535
<i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i>	1 610	1 265	3 412				1 610	1 265	3 412
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan	30 748	26 892	24 078	4 512	4 479	2 624	35 261	31 371	26 703
- dont France	18 512	19 013	16 412	2 658	3 012	2 054	21 170	22 025	18 466
- dont zone US	5 599	6 016	6 360	305	884	290	5 904	6 900	6 650
- dont autres zones	6 637	1 863	1 306	1 549	583	280	8 187	2 446	1 586

La valeur actuelle des engagements partiellement couverts par des actifs s'établit à 11 293 milliers d'euros au 31 décembre 2007, dont 4 973 milliers d'euros pour la France et 6 320 milliers d'euros pour les États-Unis.

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent :

- pour la France, à 18 300 milliers d'euros d'indemnités de départ à la retraite et 211 milliers d'euros de plan de retraite complémentaire des dirigeants fin décembre 2007 (contre 17 887 milliers d'euros d'indemnités de départ à la retraite et 1 126 milliers d'euros de plan de retraite fin 2006).
- pour la zone US à 2 566 milliers d'euros au titre des plans de retraite et 3 033 milliers d'euros au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin décembre 2007 (contre 3 123 milliers d'euros au titre des plans de retraite et 2 893 milliers d'euros au titre des régimes de couverture de frais médicaux fin 2006).

Les autres avantages à long terme de la France correspondent aux médailles du travail.

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

Les variations des positions nettes bilantielles liées à ces avantages sont les suivantes :

en milliers d'euros	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Position nette au 1^{er} janvier	26 892	24 078	20 847	4 479	2 624	2 499	31 371	26 702	23 346
Charges / produits de l'exercice									
- Coût des services rendus	3 207	3 858	3 869	285	614	248	3 492	4 472	4 117
- Charges financières	1 465	932	1 566	127	99	94	1 592	1 031	1 660
- Rendement attendu des fonds	-417	-998	-818				-417	-998	-818
- Effets de liquidations, modifications de régime et divers	-399	-810	-149		-181	32	-399	-991	-177
Prestations payées par l'entreprise	-550	-599	-1 388	-431	-270	-250	-981	-869	-1 638
Cotisations patronales	-1 810	-2 874	-2 523				-1 810	-2 874	-2 523
Cotisations salariales		-20	-6					-20	-6
Variation de périmètre	1 169	2 633		0	316		1 169	2 949	
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	1 652	1 532	1 959	98	143	-33	1 750	1 675	1 926
Reclassement des provisions pour risques et charges	282				1 231		282	1 231	
Écart de conversion	-743	-840	722	-46	-97	34	-789	-937	756
Position nette au 31 décembre	30 748	26 892	24 078	4 512	4 479	2 624	35 260	31 371	26 702

Impact d'une variation d'un point sur le taux de croissance des coûts médicaux dans la zone US

en milliers d'euros	Augmentation	Diminution
Effet sur les coûts de services rendus et financiers	146	-114
Effet sur les provisions pour indemnités de départ en retraite	467	-383

7- INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. Engagements hors bilan

Engagements donnés / reçus

en millions d'euros	Sur immobilisations incorporelles	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs / passifs financiers	Sur actifs / passifs courants hors financiers	Total
Cautionnements donnés	-108	-289	-26 776	-6 141	-33 314
Engagements / acquisitions d'immobilisations	-291	-2 908			-3 199
Hypothèques accordées à un tiers		-68 859			-68 859
Autres engagements hors bilan	-1 582		-3 524	-1 629	-6 640
Total engagements donnés	-1 981	-72 056	-30 300	-7 770	-112 107
Cautionnements reçus		1 503	305		1 808
Total engagements reçus		1 503	305		1 808
Total engagements nets	-1 981	-70 553	-29 995	-7 770	-110 299

Contrats de location simple « preneurs »

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
<i>Paielements minimaux à effectuer au titre des locations simples non résiliables</i>		
À moins d'un an	20 874	20 222
À plus d'un an et moins de cinq ans	44 870	43 108
À plus de cinq ans	26 750	17 678
Total	92 494	81 009

2. Droit individuel à la formation

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place le droit individuel à la formation permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital de formation qu'il utilisera à son initiative, mais avec l'accord de son employeur. Conformément à la disposition de la loi, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de 20 heures par an.

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis et non pris par les salariés du groupe, au titre du droit individuel à la formation (DIF) s'établit à 178 173 heures sur les exercices allant de 2004 à 2007.

3. Participation dans les coentreprises

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses coentreprises. Ces transactions se font au prix du marché et sont les suivantes :

en milliers d'euros	2007	2006
Produits des activités ordinaires	17 882	15 638
Clients	6 517	8 156
Fournisseurs	-1 780	-1 314
Dividendes	6 349	8 647
Comptes courants	2 475	3 478

4. Paiements sur base d'actions

À ce jour, seule la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des plans d'options d'achat et de souscription d'actions.

a - Récapitulatif des plans d'options d'achat et de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium – options en cours :

Date d'attribution	Description	Bénéficiaires	Conditions d'exercice	Nombre maximal d'options prévu au plan
4 mai 2001	Options de souscription d'actions	115	Contrat de travail en vigueur le jour de la levée de l'option sauf en cas de transfert à l'initiative de l'employeur ou de départ en préretraite ou retraite	360 000
14 mai 2003	Options d'achat d'actions	15		360 000
11 mars 2005	Options d'achat d'actions	54		237 000
25 avril 2006	Options d'achat d'actions	11		267 000
24 juillet 2007	Options d'achat d'actions	65		330 000

Bilan consolidé des coentreprises

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Actifs non-courants	213 248	194 450
Actifs courants	305 681	295 040
Total actif	518 929	489 490
Capitaux propres	192 605	169 520
Passifs non-courants	34 774	41 731
Passifs courants	291 550	278 239
Total passif	518 929	489 490

Compte de résultat des coentreprises

en milliers d'euros	2007	2006
Produits des activités ordinaires	953 298	908 402
Coût des ventes	-852 498	-810 182
Frais de développement	-21 713	-23 147
Frais commerciaux	-5 692	-6 369
Frais administratifs	-36 012	-40 142
Marge opérationnelle	37 383	28 562
Autres produits et charges opérationnels	-9 111	-502
Résultat opérationnel	28 272	28 060
Résultat financier	-3 803	-2 914
Résultat avant impôt	24 469	25 146
Charge d'impôt	-6 192	-6 777
Résultat net	18 277	18 369



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

b - Options en cours à la clôture de l'exercice et charge de la période relative aux plans d'options de la Compagnie Plastic Omnium

Dans le cadre de l'application des normes IFRS au sein du groupe, ont fait l'objet d'une évaluation les plans attribués après le 7 novembre 2002 :

en euros, sauf pour le nombre d'options (en unités)		Augmentations	Diminutions			En cours de validité au 31 décembre 2007	
Options en cours	En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2007	Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Total	Dont exerçables au 31 décembre 2007
Plan du 14 mai 2003							
Nombre d'options	312 000				248 500	63 500	63 500
Cours à la date d'attribution	12,48					12,48	
Prix d'exercice	13,53					13,53	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	96 300					0	
Montant constaté en charge en 2007	96 300						
Durée de vie résiduelle	3 ans					2 ans	
Plan du 11 mars 2005							
Nombre d'options	237 000		-2 000			235 000	Néant
Cours à la date d'attribution	21,15					21,15	
Prix d'exercice	21,15					21,15	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	646 000					351 000	
Montant constaté en charge en 2007	295 000						
Durée de vie résiduelle	5 ans					4 ans	
Plan du 25 avril 2006							
Nombre d'options	267 000					267 000	Néant
Cours à la date d'attribution	35,25					35,25	
Prix d'exercice	34,9					34,9	
Durée	7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler	2 133 000					1 489 700	
Montant constaté en charge en 2007	643 300						
Durée de vie résiduelle	6 ans					5 ans	
Plan du 24 juillet 2007							
Nombre d'options		330 000				330 000	Néant
Cours à la date d'attribution		39,29				39,29	
Prix d'exercice		39,38				39,38	
Durée		8 ans				8 ans	
Charge résiduelle à étaler		4 161 000				3 762 000	
Montant constaté en charge en 2007		399 000					
Durée de vie résiduelle		8 ans				7 ans	

5. Rémunération des dirigeants

La rémunération totale ainsi que les avantages en nature des dirigeants du groupe Burelle font l'objet d'une information détaillée dans le rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA ; celle-ci est présentée globalement ci-après :

- jetons de présence versés par Burelle SA : 165 milliers d'euros en 2007 contre 150 milliers d'euros en 2006,
- jetons de présence versés par les autres sociétés du groupe : 264 milliers d'euros en 2007 contre 254 milliers d'euros en 2006,
- rémunérations brutes, à la charge du groupe Burelle : 3 480 milliers d'euros en 2007 contre 3 921 milliers d'euros en 2006,
- coût du plan de retraite complémentaire, à la charge du groupe Burelle : 94 milliers d'euros en 2007 contre 989 milliers d'euros en 2006,
- coût au titre des plans d'options d'achat et de souscription d'actions, à la charge du groupe Burelle : 583 milliers d'euros en 2007 contre 370 milliers d'euros en 2006.

Ces dirigeants sont, selon les termes de la norme IAS 24, « les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités » de Burelle SA et de ses filiales.

6. Instruments de couverture de taux d'intérêt

Le groupe a souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swap, cap et tunnels. L'objectif est de couvrir le groupe Burelle contre la hausse des taux d'intérêts variables (Euribor et Libor) à laquelle il est exposé pour une partie de sa dette financière.

L'application de la norme IAS 39 a conduit à valoriser ces instruments financiers à leur juste valeur. Celle-ci s'élève à 7 230 milliers d'euros à fin 2007.

Au 31 décembre 2007, tous les instruments de taux en portefeuille sont qualifiés de couverture au sens de la norme IAS 39. Ainsi, il en découle que :

- la variation des parties efficaces de ces instruments constatée en 2007 est comptabilisée en capitaux propres et s'élève à 754 milliers d'euros, soit une variation nette d'impôt de 483 milliers d'euros.
- la variation des parties non efficaces pour la même période s'élève à - 101 milliers d'euros et se trouve comptabilisée en résultat financier sur couverture à terme qui ressort à + 264 milliers d'euros.

L'acquisition de ces instruments se fait en échange de primes à payer dont l'encours restant dû au 31 décembre 2007 est de 2 984 milliers d'euros.

7. Instruments de couverture de change

en millions de devises – Montants nominaux	Échéance		Taux de change
	1 ^{er} semestre 2008	2 ^e semestre 2008	
Vente USD	–	11	1,4354

Les instruments de change, composés d'achats et/ou ventes à termes de devises, sont comptabilisés à leur valeur de marché.

8. Risques de marché

Le groupe Burelle dispose d'une gestion centralisée de la trésorerie au niveau mondial à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour le compte de toutes les filiales du groupe, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La stratégie en matière de risques de marché, qui peut se traduire par la prise d'engagements au bilan et hors bilan, est validée par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium ou par le Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas.

Risques de liquidité

Les sociétés du groupe doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante et les investissements nécessaires à leur développement, mais également pour faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux sous la forme, d'une part, de ressources à long terme venant sécuriser, sur une longue période, la totalité de l'endettement net et, d'autre part, d'instruments financiers à court terme.

Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et Sofiparc possèdent leurs propres lignes de crédit et de cessions de créances. La situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium est suivie quotidiennement et fait l'objet d'un rapport de synthèse hebdomadaire à son Président-Directeur Général.

Au 31 décembre 2007, les ressources financières confirmées à moyen terme s'élèvent à 898 millions d'euros pour une dette financière nette au 31 décembre 2007 de 441 millions d'euros.

Risques de change

La Compagnie Plastic Omnium, qui constitue le principal actif de Burelle SA, a une activité qui repose essentiellement sur des usines de proximité. De ce fait, le groupe est peu soumis aux fluctuations de change, hormis pour les refabrications internes du groupe lorsqu'elles couvrent des sociétés dont les devises sont différentes et la conversion comptable des états financiers.

Pour réagir aux fluctuations de change, la politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à couvrir sans spéculation le risque de change né d'opérations transfrontalières. Cette couverture est réalisée uniquement par la trésorerie centrale groupe en liaison avec les divisions et les pays.

Risques de taux

Le risque de taux est géré pour la dette consolidée du groupe avec pour objectif principal de garantir une couverture des risques, permettant d'assurer de manière pérenne la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation / frais financiers.

Au 31 décembre 2007, 58 % de la position de taux sur dettes en euros et 74 % de la position de taux sur dettes en dollars US sont couverts respectivement à 4 ans et à 3 ans par des instruments financiers non spéculatifs.



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

Risques de contre-partie

Les opérations financières, notamment de couverture du risque de taux, sont réalisées avec un panel large d'institutions financières de premier plan. Une mise en concurrence est réalisée pour toute opération financière significative et le maintien d'une diversification satisfaisante en matière de ressources et d'intervenants est un critère de sélection.

9. Cessions de créances

Au 31 décembre 2007, Plastic Omnium Auto Extérieur S.A. (France), Plastic Omnium Equipamientos Exteriores (Espagne), Inergy Automotive Systems S.A. (France), Inergy Automotive Systems S.A. (Espagne), Plastic Omnium Systèmes Urbains S.A. (France), PO Vernon (France), Temaco, Beauvais Diffusion, Sodilor et Inoplast (France) ont poursuivi leurs programmes de cessions de créances, au regard des normes IFRS, d'un montant de 190 millions d'euros contre 191 millions d'euros au 31 décembre 2006.

10. Évolutions des monnaies

	Au 1 ^{er} janvier 2006	Au 31 décembre 2007	Moyen 2006	Moyen 2007
Euro	1	1	1	1
Baht thaïlandais	46,773	43,802	47,529	44,170
Couronne slovaque	34,435	33,580	37,092	33,772
Couronne suédoise	9,041	9,441	9,253	9,264
Couronne tchèque	27,488	26,631	28,265	27,732
Dollar canadien	1,528	1,449	1,427	1,467
Dollar US	1,317	1,472	1,263	1,380
Franc suisse	1,607	1,655	1,577	1,646
Lei roumain	3,384	3,608	3,513	3,341
Livre sterling	0,672	0,733	0,682	0,687
Livre turque	1,864	1,717	1,816	1,780
Peso argentin	4,078	4,629	3,891	4,305
Peso chilien	699,301	729,927	666,667	719,424
Peso mexicain	14,229	16,075	13,785	15,156
Rand sud-africain	9,212	10,030	8,633	9,683
Real brésilien	2,812	2,602	2,738	2,655
Won coréen	1 219,512	1 369,863	1 204,819	1 282,051
Yen japonais	156,986	165,017	146,843	162,075
Yuan renminbi chinois	10,280	10,753	10,048	10,455
Zloty polonais	3,831	3,594	3,900	3,775

11. Effectifs en fin d'année

	31 décembre 2007	31 décembre 2006	Évolution
France	6 149	6 334	-2,9 %
%	43,2 %	49 %	
Union Européenne hors France	4 028	3 431	17,4 %
%	28,4 %	28 %	
Hors Union Européenne	4 029	3 149	27,9 %
%	28,4 %	23 %	
Total	14 206	12 914	10,0 %
<i>dont quote-part contrôlée des effectifs employés dans des coentreprises</i>	2 849	2 763	18,8 %
<i>dont effectifs des acquisitions de l'exercice Groupe Sulo</i>	564	-	-

12. Événements postérieurs a la clôture

À la connaissance de la société, aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du groupe au 31 décembre 2007, n'est intervenu.

■ 8- INFORMATIONS PROFORMA

Afin d'apprécier l'impact des différentes opérations réalisées en 2007 sur les comptes consolidés du groupe Burelle, les principaux indicateurs des comptes proforma 2007, établis sur la base d'une consolidation en année pleine dès le 1^{er} janvier 2007 et intégrant :

- Le groupe Sulo Environmental Technology, selon la méthode de l'intégration globale,
- « Signature Horizontale » selon la méthode de la mise en équivalence,

se résument ainsi :

- Chiffre d'affaires : 2 786,3 millions d'euros
- Marge opérationnelle : 103,6 millions d'euros
- Résultat net : 53,6 millions d'euros
- Résultat net part du groupe : 28,7 millions d'euros

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2007

Libellé juridique	31 décembre 2007			31 décembre 2006			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
France							
BURELLE SA		Société mère			Société mère		
SOFIPARC SAS	G	100	100	G	100	100	9
BURELLE PARTICIPATIONS SA	G	100	100	G	100	100	9
PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS SA	G	100	55,04	G	100	55,44	1
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA	G	100	55,05	G	100	55,45	1
PRODUITS PLASTIQUES PERFORMANTS - 3 P SA	DC	100	55,04	G	100	55,44	1
METROPLAST SAS	G	100	55,03	G	100	55,43	1
LA REUNION VILLE PROPRE SAS	G	100	55,05	G	100	55,45	1
PLASTIC OMNIUM CARAIBES SAS	G	100	55,02	G	100	55,42	1
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE SA	P	50	27,53	P	50	27,73	
PLASTIC CFF RECYCLING SAS	P	50	27,53	P	50	27,73	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SA	G	100	55,05	G	100	55,45	1
TRANSIT SAS	G	100	55,05	G	100	55,45	1
PLASTIC OMNIUM GESTION SNC	G	100	55,05	G	100	55,45	1
GIE PLASTIC OMNIUM FINANCE	G	100	54,04	G	100	54,43	1
LUDOPARC SAS	G	100	55,04	G	100	55,44	1
PLASTIC OMNIUM AUTO SAS	G	100	55,05	G	100	55,45	1
PLASTIC OMNIUM PLASTIQUES							
HAUTES PERFORMANCES SAS	DC	100	55,05	G	100	55,45	1
PLASTIC OMNIUM SERVICES SAS	G	100	55,05	G	100	55,45	1
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS	G	100	55,05	G	100	55,45	1
INOPLASTIC OMNIUM SAS	G	100	55,05	G	92,34	51,20	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA	P	50	27,53	P	50	27,73	2
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANAGEMENT SA	P	50	27,53	P	50	27,73	2
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT							
GUYANE SAS	G	100	55,05	G	100	55,45	1
VALEO PLASTIC OMNIUM SNC	P	50	27,53	P	50	27,73	
BEAUVAIS DIFFUSION SA	G	100	55,05	G	100	55,45	1
PLASTIC OMNIUM VERNON***	G	100	55,05	-	-	-	1
TECHNIQUES ET MATERIELS DE COLLECTE - « TEMACO »	G	100	55,05	G	100	55,45	1
INOPART	G	100	55,05	G	100	55,45	
INOPLAST SA **	G	100	55,05	G	84,68	46,96	3
MECELEC COMPOSITES ET RECYCLAGE - MCR **	G	100	55,05	G	84,68	46,96	3
MIXT COMPOSITES AUCH - MCA **	G	100	55,05	G	84,68	46,96	3
ATMC INDUSTRIE **	G	100	55,05	G	84,68	46,96	3
ALLEVARD RESSORTS COMPOSITES - « ARC »**	P	50	27,53	P	50	23,48	
COMPAGNIE SIGNATURE SAS	G	100	55,05	G	100	100	
SIGNATURE HOLDING SAS	G	100	55,05	G	100	100	
SIGNATURE SA	G	100	55,05	G	100	100	
SIGNATURE VERTICAL HOLDING - POCC	G	100	35,78	G	-	-	
ATLAS SAS ****	M.E.E.	26,25	14,45	G	100	75,50	
SOCIETE D'APPLICATIONS ROUTIERES SAS ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
EUROLINERS SAS ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
SDS SA ****	M.E.E.	17,29	9,52	P	49,40	49,40	
SIGNATURE TRAFFIC SYSTEMS SAS	G	100	35,78	G	100	100	
SIGNALISATION SECURITE SARL ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
FARCOR SAS	G	100	35,78	G	100	100	
SODILOR SAS	G	100	35,78	G	100	100	

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2007 (suite)

Libellé juridique	31 décembre 2007			31 décembre 2006			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
France							
VANDIPAINT FRANCE SAS ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
SECTRA ****	M.E.E.	17,29	9,52	P	49,41	49,41	
SIGNALIS ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
SIGNALISATION TOULOUSAINE ****	M.E.E.	35	19,27	-	-	-	
EUROMARK HOLDING SAS - PO MANAGEMENT ****	M.E.E.	35	19,27	-	-	-	
SIGNATURE INTERNATIONAL	G	100	55,05	-	-	-	
EUROMARK FRANCE SAS - SIGNATURE HORIZONTAL ****	M.E.E.	35	19,27	-	-	-	
SIGNATURE FRANCE SAS ****	M.E.E.	35	19,27	-	-	-	
SIGNATURE GESTION SAS ****	M.E.E.	35	19,27	-	-	-	
GTU SAS ***	M.E.E.	35	19,27	-	-	-	
SULO FRANCE SAS ***	G	100	55,05	-	-	-	
Afrique du Sud							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SOUTH AFRICA	P	50	27,53	P	50	27,73	
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS (Pty) LTD	G	100	55,05	G	100	55,45	
Allemagne							
3P - PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS GmbH	DC	100	55,05	G	100	55,45	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE COMPONENTS GmbH	G	100	55,05	G	100	55,45	
PLASTIC OMNIUM							
ENTSORGUNGSTECHNIK GmbH	G	100	55,05	G	100	55,45	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GERMANY GmbH	P	50	27,53	P	50	27,73	
HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
HBPO GERMANY GmbH	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
HBPO GmbH	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
BERLACK GmbH ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
SIGNATURE VERKEHRSTECHNIK GmbH	G	100	55,05	G	100	100	
SIGNATURE MARKIERSTECHNIK GmbH ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
SIGNATURE DEUTSCHLAND GmbH ***	G	100	55,05	G	100	100	
ENVICOMP SYSTEMLOGISTIK VERWALTUNG GmbH ***	G	100	55,05	-	-	-	
ENVICOMP SYSTEMLOGISTIK VERWALTUNG GmbH & Co KG ***	G	100	55,05	-	-	-	
WESTFALIA SPEDITIONSGESELLSCHAFT GmbH ***	G	100	55,05	-	-	-	
SULO EINSENWERK STREUBER & LOHMANN GmbH ***	G	100	55,05	-	-	-	
SULO UMWELTECHNIK GmbH & Co KG ***	G	100	55,05	-	-	-	
SULO UMWELTECHNIK BETEILIGUNGS GmbH ***	G	100	55,05	-	-	-	
SULO EMBALLAGEN BETEILIGUNGS GmbH ***	G	100	55,05	-	-	-	
SULO EMBALLAGEN GmbH & Co KG ***	G	100	55,05	-	-	-	
BKV BETEILIGUNGS							
UND KUNSTSTOFFVERWERTUNGS GmbH ***	M.E.E.	0,2	0,11	-	-	-	
RIGK GES ZUR RUCKFUHRUNG GmbH ***	M.E.E.	3,5	1,93	-	-	-	
Argentine							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ARGENTINA SA	P	50	27,53	P	50	27,73	
PLASTIC OMNIUM ARGENTINA AE****	G	100	55,05	-	-	-	
PLASTIC OMNIUM ARGENTINA SU****	G	100	55,05	-	-	-	

Libellé juridique	31 décembre 2007			31 décembre 2006			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
Belgique							
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE NV	G	100	55,05	G	100	55,45	
PLASTIC OMNIUM NV	G	100	55,05	G	100	55,45	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM RESEARCH NV	P	50	27,53	P	50	27,73	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM SA	P	50	27,53	P	50	27,73	
DIDIER VANDENWEGHE NV ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
VANDIPAINT NV ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
SULO NV BELGIUM ***	G	100	55,05	-	-	-	
Brésil							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS DO BRASIL LTDA	P	50	27,53	P	50	27,73	
PLASTIC OMNIUM DO BRASIL LTDA	G	100	55,05	G	100	55,45	
Canada							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CANADA INC	P	50	27,53	P	50	27,73	
HBPO CANADA	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
Chili							
PLASTIC OMNIUM SA CHILI	G	100	55,05	G	100	55,45	
Chine							
XIENO **	G	60	33,03	G	60	28,17	
INERGY A.S. CHINE	P	50	27,53	-	-	-	
3P CHINA ***	DC	100	55,05	-	-	-	
YANFENG PO AE SYSTEMS Co.LTD ***	P	49,95	27,50	-	-	-	
Corée du Sud							
SAMLIP	P	16,67	9,18	P	16,67	9,24	
HBPO COREE DU SUD	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CO LTD	P	50	27,53	P	50	27,73	
Espagne							
COMPANIA PLASTIC OMNIUM SA	G	100	55,05	G	100	55,45	4
PLASTIC OMNIUM EQUIPAMIENTOS EXTERIORES SA	G	100	55,05	G	100	55,45	4
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA	G	100	55,05	G	100	55,45	4
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS VALLADOLID SL	P	50	27,53	P	50	27,73	
3P - PRODUCTOS PLASTICOS PERFORMANTES SA	DC	100	55,05	G	100	55,45	4
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SA	P	50	27,53	P	50	27,73	
VALEO PLASTIC OMNIUM SL ESPAGNE	P	50	27,53	P	50	27,73	
LUDOPARC ESPAGNE	G	100	55,05	G	100	55,45	4
INOPLASTIC OMNIUM SA **	G	100	55,05	G	92,34	51,20	
CIUDALIMP SA	G	100	55,05	G	100	55,45	
JV UTE POSA UTE I	P	50	27,53	P	50	27,73	
JV UTE POSA UTE II	P	50	27,53	P	50	27,73	
JV UTE POSA UTE III	P	50	27,53	P	50	27,73	
HBPO IBERIA SL	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
SIGNATURE SEÑALIZACIÓN SA	G	100	35,78	G	100	100	



Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

au 31 décembre 2007

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2007 (suite)

Libellé juridique	31 décembre 2007			31 décembre 2006			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
États-Unis							
EPSCO INTERNATIONAL INC.	DC	100	55,05	G	100	55,45	5
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC	G	100	55,05	G	100	55,45	
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3 P INC.	G	100	55,05	G	100	55,45	5
PLASTIC OMNIUM INC.	G	100	55,05	G	100	55,45	5
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES INC.	G	100	55,05	G	100	55,45	5
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (USA) LLC	P	50	27,53	P	50	27,73	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE SERVICES INC.	G	100	55,05	G	100	55,45	5
HBPO NORTH AMERICA INC.	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INC.	P	50	27,53	P	50	27,73	
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES INC.	G	100	55,05	G	100	55,45	
SULO OF AMERICA INC ***	G	100	55,05	-	-	-	
Grèce							
SIGNATURE HELLAS	P	50	27,53	P	50	50	
Iran							
INERGY MOYEN ORIENT	P	50	27,53	-	-	-	
Irlande							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS REINSURANCE LTD	P	50	27,53	P	50	27,73	
Italie							
PRODUITS PLASTIQUES PERFORMANTS - 3P Spa	DC	100	55,05	G	100	55,45	
PLASTIC OMNIUM - LANDER Spa *	-	-	-	G	100	55,45	
Japon							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS KK	P	50	27,53	P	50	27,73	
HBPO JAPAN	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
Mexique							
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES SA de CV	G	100	55,05	G	100	55,45	6
PLASTIC OMNIUM AUTOMOVIL SA DE CV	G	100	55,05	G	100	55,45	6
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES RAMOS ARIZPÉ SA de CV	G	100	55,05	G	100	55,45	6
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES DEL BAJIO SA DE CV	G	100	55,05	G	100	55,45	6
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MEXICO SA DE CV	P	50	27,53	P	50	27,73	
INOPLASTIC OMNIUM SA DE CV **	G	100	55,05	G	92,34	51,20	
INOPLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL SA DE CV **	G	100	55,05	G	92,34	51,20	
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA DE CV	G	100	55,05	G	100	55,45	
HBPO MEXICO SA DE CV	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
PO MEDIO AMBIENTE SA de CV	G	100	55,05	G	100	55,45	
Pays-Bas							
PLASTIC OMNIUM BV	G	100	55,05	G	100	55,45	7
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV	G	100	55,05	G	100	55,45	7
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3 P BV	DC	100	55,05	G	100	55,45	
SIGNATURE WEGMARKERING BV ****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
SULO BV NETHERLANDS ***	G	100	55,05	-	-	-	

Libellé juridique	31 décembre 2007			31 décembre 2006			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	
Pologne							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS POLAND Sp. Z.O.O	P	50	27,53	P	50	27,73	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SP Z.O.O	G	100	55,05	G	100	55,45	
République Tchèque							
HBPO CZECH S.R.O	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
VODOROVNE DOPRAVNI ZNACENT S.A.R S.R.O****	M.E.E.	35	19,27	G	100	100	
SULO SRO CZECH***	G	100	55,05	-	-	-	
Roumanie							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ROMANIA	P	50	27,53	P	50	27,73	
SIGNATURE SEMNALIZARE ROUMANIE****	M.E.E.	18,20	10,02	G	100	52	
Portugal							
PLASTIC OMNIUM SA PORTUGAL	G	100	54,83	G	100	55,23	
Royaume Uni							
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3P LTD	DC	100	55,05	G	100	55,45	8
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE LTD	G	100	55,05	G	100	55,45	8
PLASTIC OMNIUM LTD	G	100	55,05	G	100	55,45	8
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS LTD	G	100	55,05	G	100	55,45	8
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS UK LTD	P	50	27,53	P	50	27,73	
SIGNATURE LTD	G	100	35,78	G	100	100	
SULO MGB LTD UK ***	G	100	55,05	-	-	-	
HBPO UK	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
Slovaquie							
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS S.R.O.	G	100	55,05	G	100	55,45	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SLOVAQUIA S.R.O.	P	50	27,53	P	50	27,73	
HBPO SLOVAKIA S.R.O	P	33,33	18,35	P	33,33	18,48	
Suède							
PLASTIC OMNIUM AB	G	100	55,05	G	100	55,45	
Suisse							
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL AG	G	100	55,04	G	100	55,44	
PLASTIC OMNIUM AG	G	100	55,05	G	100	55,45	
PLASTIC OMNIUM RE AG	G	100	55,05	G	100	60,00	
SIGNAL AG	G	50	17,89	G	50	50	
Thaïland							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (THAILAND) LTD	P	50	27,53	P	50	27,73	
Turquie							
B.P.O. AS	P	50	27,51	P	50	27,71	

G: intégration globale / P: intégration proportionnelle / M.E.E.: mise en équivalence / DC: société destinée à être cédée.

* Sociétés dissoutes / ** Variation du pourcentage de consolidation / *** Sociétés nouvelles en 2007 /

**** Sociétés cédées par Burelle SA à la Compagnie Plastic Omnium et mises en équivalence au 31-12-2007

1: Groupe fiscal France Plastic Omnium / 2: Groupe fiscal France INERGY / 3: Groupe fiscal Inoplast / 4: Groupe fiscal Espagne / 5: Groupe fiscal États-Unis / 6: Groupe fiscal Mexique / 7: Groupe fiscal Pays-Bas / 8: Groupe fiscal Royaume-Uni.



Comptes consolidés

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos au 31 décembre 2007.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Burelle SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les variations de périmètre de l'exercice détaillées dans la note 2 de l'annexe.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société procède systématiquement, une fois par an, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, comme décrit dans la note 1.17 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées.
- La note 1.15 de l'annexe explique les modalités de comptabilisation des coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de véhicules, qui dépendent du financement de ces coûts par le client, et des perspectives de rentabilité des projets concernés. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre société pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- La note 1.28 de l'annexe précise que des actifs d'impôts différés sont constitués pour tenir compte des déficits reportables en fonction de leur probabilité de réalisation future. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces différentes estimations. Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, leur réalisation étant susceptible de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés que les variations de périmètre décrites dans la note 2 de l'annexe ont été traitées conformément aux principes IFRS.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport de gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Lyon et Courbevoie, le 23 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

BERNARD CHABANEL

MAZARS & GUÉRARD

Thierry COLIN

Comptes consolidés

Rapport du Président

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, j'ai l'honneur de vous rendre compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2007 ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

■ GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les règles relatives au fonctionnement du Conseil d'Administration sont définies par la loi et les statuts.

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de Burelle SA est composé de dix administrateurs dont cinq ne font pas partie du groupe familial (M. Patrice Hoppenot, M. Dominique Léger, M. Henri Moulard, M. Philippe Sala et M. François de Wendel) et sont considérés comme indépendants, à savoir qu'ils n'entretiennent avec la société, son groupe ou sa direction aucune relation qui soit de nature à compromettre leur liberté de jugement. Grâce à cette composition, les travaux du Conseil bénéficient de compétences et d'expériences diverses.

Le Conseil est convoqué aussi souvent que l'exigent les affaires de la société. Au cours de l'exercice 2007, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois. Le taux moyen de participation des administrateurs s'est élevé à 92,5 %.

Chaque administrateur est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, pour une durée de trois ans, renouvelable sans limitation. Il doit détenir statutairement 100 actions de la société pendant la durée de son mandat.

Mission du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a principalement pour mission de :

- participer à l'élaboration des orientations stratégiques et de veiller à leur mise en œuvre,
- se saisir de toute question intéressant la bonne marche des affaires et d'en délibérer,
- procéder aux vérifications et contrôles qu'il juge opportuns, notamment en ce qui concerne la cohérence générale des comptes et les principes comptables retenus,
- procéder à l'examen et à l'arrêté des comptes individuels et consolidés, annuels et semestriels, ainsi qu'à la présentation des rapports sur l'activité et les résultats de la société et de ses filiales,
- veiller à l'exactitude de l'information financière fournie aux actionnaires et au marché.

Pour lui permettre d'exercer pleinement ses missions, le Conseil d'Administration dispose d'informations financières régulières, notamment sur l'activité, les résultats, la situation financière et le financement de la société et de ses filiales ainsi que sur les projets de croissance externe significatifs.

Les documents soumis à l'analyse et à la décision du Conseil sont transmis à chaque membre du Conseil plusieurs jours avant la séance.

Les principes et règles selon lesquels le Conseil d'Administration arrête les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux sont précisés dans le rapport de gestion social en page 84.

Mission du Comité des Comptes

Le Comité des Comptes a pour objectif de faciliter l'exercice des missions du Conseil d'Administration qui garde seul la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés. Il est composé de trois administrateurs indépendants, M. Patrice Hoppenot, M. Philippe Sala et M. Dominique Léger. Ce dernier en assure la Présidence. Sont également présents aux réunions du Comité des Comptes, le Directeur Financier, le Secrétaire Général et les Commissaires aux Comptes.

Le Comité des Comptes se réunit aussi souvent que nécessaire. Au cours de l'exercice 2007, il s'est réuni deux fois, pour la préparation de l'arrêté des comptes annuels et des comptes semestriels. Tous les membres du Comité, sauf un, étaient présents à chacune de ces deux séances.

Le Comité des Comptes a pour mission de :

- examiner les comptes individuels et consolidés, annuels et semestriels, et d'approfondir les sujets qui lui semblent pertinents, avant la présentation des comptes au Conseil d'Administration,
- examiner les principes et méthodes comptables retenus et de prévenir tout manquement éventuel à ces principes et méthodes,
- examiner les conclusions et recommandations des Commissaires aux Comptes, leurs recommandations éventuelles et leur suivi,
- donner un avis sur la proposition de nomination ou de renouvellement des mandats des Commissaires aux Comptes présentée par le Président-Directeur Général, et de veiller au respect des règles assurant l'indépendance des Commissaires aux Comptes et la bonne conduite de leur mission,
- examiner les procédures de contrôle interne en place ainsi que les interventions effectuées par l'audit interne si nécessaire,
- d'une manière générale, s'informer sur tout sujet susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière ou comptable du groupe.

■ LIMITATIONS DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En application des dispositions de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques (NRE), les statuts de la société ont été modifiés lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2002 afin de permettre au Conseil d'Administration de se prononcer sur une éventuelle séparation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général. Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général.

Le Conseil n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président-Directeur Général qui les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration.

■ PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Ce rapport présente le système de contrôle interne de Burelle SA, holding financier du groupe Burelle. Portant sur le contrôle interne d'une société mère, il s'attache particulièrement à présenter les procédures visant à optimiser le contrôle de sa principale filiale, la Compagnie Plastic Omnium, et de ses participations et à garantir notamment la fiabilité des comptes consolidés.



Comptes consolidés

Rapport du Président

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Objectifs de la société en matière de procédures de contrôle interne

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le groupe Burelle ont pour objet de contribuer à :

- d'une part, veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- d'autre part, vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Le système de contrôle interne vise à prévenir et à maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que les objectifs soient atteints.

Description synthétique des procédures de contrôle mises en place

A. Les acteurs du contrôle interne du groupe

Burelle SA est le holding financier du groupe Burelle comprenant :

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 51,7 % et présente dans l'industrie et les services,
- la Compagnie Signature, filiale à 100 % jusqu'au 30 juin 2007. Cette société, spécialisée dans la signalisation routière, a été cédée à la Compagnie Plastic Omnium à compter du 1^{er} juillet 2007.
- la société Sofiparc, filiale à 100 %, qui détient et gère le patrimoine immobilier non-industriel du groupe,
- la société Burelle Participations, société de capital-investissement contrôlée à 100 %.

Le groupe Burelle est animé et contrôlé par le **Comité Burelle** qui a notamment pour mission de définir les orientations stratégiques et de veiller à la bonne marche des affaires du groupe en dehors des réunions des Conseils d'Administration des sociétés constituantes. Pour chacune des principales entités du groupe, il examine, entre autres, l'activité, les grands développements, les résultats mensuels, les budgets, leur suivi et la politique d'investissement. Il débat des questions importantes. Il est constitué du Président-Directeur Général et des trois Directeurs Généraux Délégués. Il se réunit, d'une manière formelle, une fois par mois sans compter les réunions et discussions informelles.

Le **Président-Directeur Général de Burelle SA** est Président ou membre des Conseils d'Administration des principales sociétés du groupe. Les **Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA** exercent des mandats au sein des principales filiales et sous-filiales du groupe dont la liste figure en page 100.

Principale filiale du groupe Burelle, la Compagnie Plastic Omnium est gérée et supervisée au niveau opérationnel par un **Comité de Direction** qui se réunit une fois par mois pour débattre de façon collégiale des activités courantes et des perspectives.

Ce Comité de Direction examine de façon transversale les objectifs commerciaux, les investissements industriels, les sujets sociaux et légaux, les axes de recherche et de développement, les opérations de fusions-acquisitions, les aspects financiers et budgétaires et le rapport de développement durable, intégrant toutes les données de sécurité, d'environnement et de mise aux normes de chaque site dans le monde dans une démarche de progrès continu.

Les grandes hypothèses et orientations de la Compagnie Plastic Omnium et de ses filiales sont arrêtées par la Direction Générale et présentées au Conseil d'Administration compétent.

La Compagnie Plastic Omnium exerce un contrôle sur ses filiales et ses autres participations en étant représentée au sein de leurs Conseils d'Administration.

Filiale immobilière, Sofiparc est une société par actions simplifiée dont le Président est M. Pierre Burelle, et qui est dotée d'un Comité de Surveillance constitué de M. Jean Burelle, Mme Eliane Lemarié et M. Laurent Burelle. Le Comité de Surveillance a pour mission de contrôler la gestion de la société par le Président, de délibérer sur la stratégie, de vérifier les comptes et de les contrôler. Son autorisation préalable est requise pour tout engagement significatif.

Société de capital-investissement, Burelle Participations est dotée d'un Comité d'investissement comprenant M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, et M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué. Ce Comité se réunit chaque semaine, en présence des deux personnes en charge des participations, pour examiner les propositions d'investissement et l'évolution du portefeuille. Chaque proposition d'investissement fait l'objet d'une présentation écrite à ce Comité qui a seul pouvoir de décider d'un investissement ou d'un désinvestissement. Toutes les demandes de décaissement et tous les engagements pris au nom de Burelle Participations doivent être signés par le Président-Directeur Général ou le Directeur Général Délégué.

B. L'activité d'audit interne

Le **département d'audit interne**, rattaché à la Direction Financière de la Compagnie Plastic Omnium, est composé de sept auditeurs dont un spécialiste des systèmes d'information. Il rapporte systématiquement au Directeur Général Adjoint et au Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium. Son rôle est d'apporter une démarche d'analyse et de contrôle indépendante au management des filiales et du groupe avec les objectifs suivants :

- permettre l'optimisation des performances de chaque entité en mettant en évidence des axes d'amélioration,
- garantir l'intégrité, la pertinence et la permanence des informations financières remontées au groupe,
- s'assurer de l'application des lois en vigueur dans le pays,
- s'assurer de l'application des procédures mises en place par le groupe,
- assurer la protection et la sauvegarde du patrimoine.

L'Audit Interne rend compte de chacune de ses missions au **Comité d'Audit Interne**. Ce Comité est présidé par le Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium et composé des principaux responsables de la Direction Financière et de la Direction Juridique de la Compagnie Plastic Omnium. Il approuve les travaux de l'audit interne et s'assure de la mise en œuvre des plans d'actions nécessaires par les entités auditées. Il oriente la stratégie de l'audit interne et arrête le plan d'audit annuel du groupe. Ce comité s'est réuni quatre fois en 2007.

L'Audit Interne constitue un élément majeur du contrôle exercé sur les joint-ventures. Pour certaines d'entre elles, il intervient conjointement avec les auditeurs des partenaires.

En 2007, 47 missions d'audit interne ont été réalisées. Ces missions ont consisté, pour l'essentiel, en l'audit global d'un site ou d'une société. Plusieurs missions traitant de sujets spécifiques ou transverses ont également été menées. Aucune des missions menées n'a révélé de dysfonctionnement majeur pouvant remettre en cause l'efficacité du contrôle interne au sein du groupe.

En 2007, la Compagnie Plastic Omnium a établi sa première cartographie des risques corporate qui permet d'orienter les axes d'amélioration du contrôle interne par priorités.

Les entités opérationnelles de la Compagnie Plastic Omnium ont procédé à leur seconde auto-évaluation du contrôle interne par l'envoi de questionnaires auprès de 95 entités. La campagne 2007 qui s'appuie principalement sur le cadre de référence du contrôle interne de l'AMF et le guide d'application relatif au contrôle interne de l'information comptable et financière publiée constitue un outil qui permettra d'apprécier les progrès accomplis.

C. Informations synthétiques sur les procédures de contrôle interne mises en place par la société

Les employés de Burelle SA, de la Compagnie Plastic Omnium et de Burelle Participations doivent respecter un **code de conduite** qui formalise leur engagement éthique. Ce code de conduite s'applique à ces sociétés et à toutes leurs filiales et sociétés affiliées dans lesquelles elles détiennent une participation majoritaire. La Compagnie Plastic Omnium exerce toute son influence et ses droits pour encourager ses autres filiales à mettre en place des lignes de conduite cohérentes avec les dispositions de ce code.

Basé sur le respect des règles de droit, ce code de conduite aborde les domaines de l'emploi, de la sécurité et de l'environnement. Il définit également la nature des relations que Burelle SA et ses filiales souhaitent avoir avec leurs partenaires (clients, actionnaires, fournisseurs...) dans le cadre de leur politique de développement durable, et particulièrement dans celui de leur développement à l'international. Identifiant les bonnes pratiques, il fixe ainsi les conduites à tenir dans les conditions d'un marché globalisé.

Les procédures de contrôle interne reposent par ailleurs sur un **manuel des procédures** qui comprend les principales règles groupe comptables et financières, de fonctionnement et d'engagement de dépenses. Ces procédures s'appliquent à Burelle SA et à ses filiales, la Compagnie Plastic Omnium, Burelle Participations et Sofiparc.

Les procédures comptables et financières : dans le cadre du passage aux normes IFRS au 1^{er} janvier 2005, l'ensemble des procédures comptables a été revu et audité par les Commissaires aux Comptes. Ces procédures sont en vigueur pour l'ensemble du périmètre du groupe Burelle.

Les procédures de fonctionnement recensent l'étendue des responsabilités internes et externes attribuées à chaque directeur opérationnel ou fonctionnel ainsi que les délégations de pouvoir que chacun d'eux est susceptible d'attribuer. Ces procédures traitent de l'exploitation courante de l'entreprise et des opérations non-courantes telles que les lettres d'intention émises dans le cadre d'opérations de cession/acquisition d'entreprises ou d'activités, qui sont exclusivement signées par la Direction Générale de l'entité concernée, à l'intérieur d'un montant maximum autorisé par son Conseil d'Administration.

Les procédures d'engagement fixent les autorisations nécessaires pour engager une dépense, notamment un investissement, une embauche, des frais généraux. Chacune de ces dépenses doit faire l'objet d'une autorisation avant son engagement, suivant un circuit d'autorisation reposant sur différents niveaux hiérarchiques de signatures, avec des plafonds correspondant à chaque niveau.

Ces procédures régissent également les autorisations bancaires. Elles visent à limiter et optimiser l'utilisation des comptes bancaires, d'une part, et à contrôler l'ouverture, les délégations de signature et les conditions de fonctionnement de ces comptes, d'autre part. L'ensemble des procédures est accessible sur un portail intranet.

Suivi des principaux risques

• Risques de marché

La trésorerie du groupe est gérée au niveau mondial quant aux risques de liquidité, de change et de taux.

La stratégie en matière de risques de marché, qui peut se traduire par la prise d'engagements au bilan et hors bilan, est validée par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, ou par le Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas.

• Risque de liquidité

Les sociétés du groupe doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante et les investissements nécessaires à leur développement, mais également pour faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux sous la forme, d'une part, de ressources à long terme venant sécuriser sur une longue période la totalité de l'endettement net et, d'autre part, d'instruments financiers à court terme.

Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium et Sofiparc possèdent leurs propres lignes de crédit et de cessions de créances. La situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium est suivie quotidiennement par division et fait l'objet d'un rapport de synthèse hebdomadaire à son Président-Directeur Général.

Au 31 décembre 2007, les ressources financières confirmées à moyen terme du groupe Burelle s'élèvent à 898 millions d'euros pour un endettement net de 441 millions d'euros.

• Risque de change

La Compagnie Plastic Omnium, qui constitue le principal actif de Burelle SA, a une activité qui repose essentiellement sur des usines de proximité. De ce fait, le groupe est peu soumis aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

Pour réagir aux fluctuations de change, la politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à couvrir le risque de change né d'opérations transfrontalières. Cette couverture est réalisée uniquement par la trésorerie centrale en liaison avec les filiales et les pays.

• Risque de taux

Le risque de taux est géré pour la dette consolidée du groupe avec pour objectif principal de garantir une couverture des risques permettant d'assurer de manière pérenne la rentabilité de l'exploitation au regard du ratio résultat d'exploitation/frais financiers.

Au 31 décembre 2007, 58 % de la position de taux sur dettes en euros et 74 % de la position de taux sur dettes en dollars sont couverts, à respectivement 4 ans et 3 ans, par des instruments financiers non-spéculatifs.

Risques opérationnels

• Risques liés à l'environnement

Principale filiale de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium a mis en œuvre une politique en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement en faveur de ses employés et du respect de l'environnement, décrite dans la partie Développement Durable de son rapport annuel.



Comptes consolidés

Rapport du Président

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce (art. 117 de la Loi de Sécurité financière) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Cette politique est déployée au sein de chaque filiale par le biais de réseaux internes coordonnés par les responsables Sécurité-Environnement des filiales et divisions et le Directeur Sécurité-Environnement, avec une volonté de responsabilisation des différents acteurs. Elle est pilotée par le Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium qui suit mensuellement la performance en matière de sécurité et d'environnement de tous les sites du groupe dans le monde.

Les Directeurs de filiales et de division sont responsables de la gestion et du suivi des risques liés à l'environnement en coordination avec le Secrétaire Général et le Directeur Sécurité-Environnement et Innovation de la Compagnie Plastic Omnium.

Les plans d'actions correctives et d'améliorations continues sont en place et inclus dans les démarches de certification ISO 14001 et OHSAS 18001. Le comité HSE mensuel permet de suivre les progrès des actions engagées et de transversaliser les bonnes pratiques dont la formation TOP Safety. En 2007, l'élément nouveau aura été la structuration de la prise en compte du règlement REACH dans toutes les divisions selon une démarche projet.

- *Risques liés aux produits et services vendus*

La Compagnie Plastic Omnium est exposée au risque d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de ses clients au titre des produits et services vendus. Les risques actuels sont raisonnablement provisionnés.

Elle est également soumise au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages. Pour se prémunir de ce risque, la Compagnie Plastic Omnium a souscrit une assurance garantissant les conséquences financières de ces réclamations.

- *Risques projets automobiles*

Toute acceptation d'un projet automobile au sein du groupe de la Compagnie Plastic Omnium fait l'objet d'une étude de rentabilité standardisée avec des critères de rentabilité et de retour sur investissements fixés par la Direction Générale de la Division Automobile concernée.

Une fois le projet accepté, il est suivi, de son démarrage jusqu'à 6 mois après le démarrage en production, en tranches d'étapes (« jalons ») où toutes les données financières et techniques sont analysées et corrigées si besoin.

- *Risques clients*

L'état des encours et des échus par filiale, par pays et par activité, est analysé à chaque Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium.

- *Risques juridiques*

La Direction Juridique de la Compagnie Plastic Omnium s'appuie si besoin sur des conseils locaux et un réseau de correspondants dans les principaux pays. Ce département accompagne les directions opérationnelles et fonctionnelles dans toutes leurs opérations, gère les risques juridiques métiers et/ou spécifiques et pilote les litiges.

- *Risques fiscaux*

La Direction Fiscale s'appuie sur des conseils locaux et un réseau de correspondants dans les principaux pays. Ce département accompagne les filiales dans leurs obligations fiscales et contrôle directement la gestion des risques relevés lors d'audits ou issus d'opérations particulières.

Le reporting fiscal mis en place en 2006 permet d'établir une gestion centralisée complète des impôts différés et de diminuer le temps de production des comptes consolidés ; par ailleurs, il permet à la Direction Fiscale de disposer des informations fiscales tant actuelles que prévisionnelles assurant la Direction Générale d'un suivi complet de ses risques fiscaux et d'une gestion optimale de sa charge d'impôt.

Assurance-Couverture des risques

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances comportant les mêmes garanties pour toutes les sociétés filiales du groupe.

Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le groupe est implanté. Il porte sur l'ensemble des risques qui pourraient affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine. Il est validé une fois par an par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium ou par le Président-Directeur Général de Burelle SA, selon le cas. Les couvertures et les montants de garantie sont conformes à la pratique du secteur.

D. Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable

La Direction Financière de la Compagnie Plastic Omnium assure la gestion financière et comptable de la Compagnie Plastic Omnium et celles de Burelle SA et de ses deux autres filiales.

La fonction comptable au sein de la Compagnie Plastic Omnium est décentralisée en filiale. Il existe un premier niveau de contrôle et d'analyse des états financiers des filiales au niveau local, puis un second par la division opérationnelle pour la Compagnie Plastic Omnium. La Direction Financière représente un troisième niveau de contrôle de ces éléments, avec un rôle supplémentaire d'homogénéisation de l'information financière produite localement et de production d'information financière consolidée.

Les principales missions de la Direction Financière, qui orientent le contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable du groupe Burelle, sont les suivantes :

- 1 - Suivi centralisé de la trésorerie,
- 2 - Définition des normes financières groupe et gestion coordonnée des systèmes d'information financière,
- 3 - Production et contrôle de l'information financière du groupe,
- 4 - Audit interne.

Suivi centralisé de la trésorerie

La Direction Financière de la Compagnie Plastic Omnium dispose d'un suivi centralisé de la trésorerie comportant un cash pooling et un netting au niveau mondial (sauf pour les pays où les règles locales ne le permettent pas), qui permet de produire quotidiennement une situation de trésorerie de l'ensemble de ses filiales.

La gestion des financements, des flux et des risques de change et de taux est centralisée.

Aucune société de la Compagnie Plastic Omnium ne négocie de financement en propre sans l'accord de la Direction Générale. Toutes les sociétés qui ne disposent pas de lignes de crédit propres se voient attribuer en début d'année une ligne de crédit interne : le montant de celle-ci est défini, pour chaque mois, après approbation par la Direction Générale du budget annuel mensualisé.

Dès que cette ligne de crédit est utilisée à au moins 95 %, tout tirage supplémentaire doit être justifié par le Directeur Général de la filiale ou le Directeur Général de la Division auprès du Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium, selon les montants et les justifications produits à la Direction Financière.

Un reporting de trésorerie est transmis chaque semaine au Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium.

Définition des normes financières groupe et gestion des systèmes d'information financière

L'homogénéité des états financiers du groupe est d'abord garantie par l'adoption d'un plan de compte et de procédures comptables communs à toutes les entités du groupe. Ce plan de compte et ces procédures comptables tiennent compte de la spécificité des différentes activités des filiales du groupe et sont définis par la Direction Comptable et Fiscale qui est seule compétente pour les modifier.

Cette homogénéité est également sécurisée par une gestion coordonnée au niveau groupe des systèmes d'information financière qui concourent à la production de l'information financière de chaque filiale du groupe : la comptabilité, le système de reporting et le système de consolidation.

Production et contrôle de l'information financière

L'information financière groupe est produite par la Direction Financière à l'occasion :

- du reporting mensuel et du process budgétaire,
- de la consolidation statutaire tous les six mois.

L'ensemble est établi dans un système d'information unifié.

Toutes les filiales contrôlées par la Compagnie Plastic Omnium entrent dans le périmètre du reporting. Le périmètre de la consolidation comprend, en plus de Burelle SA, les sociétés Sofiparc et Burelle Participations.

- *Reporting mensuel et process budgétaire de la Compagnie Plastic Omnium*
Le reporting mensuel est transmis en J+8 à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium soit un gain de trois jours par rapport à 2006. Il est analysé tous les mois en Comité de Direction, avant d'être transmis au Président-Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA pour revue au sein du Comité Burelle avant la fin du mois.

Le reporting comprend un compte de résultat détaillé par destination ainsi qu'un suivi des coûts de production et de structure. Il donne également, au niveau bilantiel, un tableau complet des flux de trésorerie, ainsi qu'un reporting « Environnement et Sécurité ». Ces éléments sont fournis pour chaque filiale opérationnelle et chaque division.

Le reporting établit une comparaison de ces différents éléments, en mensuel et en cumul, avec le réalisé de l'année précédente et le budget de l'année en cours. Il en analyse les principales variations. Il présente enfin, chaque mois, une prévision de l'activité sur les trois mois à venir.

Le processus budgétaire est réalisé en parallèle du reporting. Il débute en septembre par l'élaboration du budget de l'année suivante par les filiales et divisions opérationnelles pour soumission à la Direction Générale en novembre et validation définitive en décembre, puis présentation au Conseil d'Administration compétent.

Ce budget est réestimé trois fois en cours d'année, sans pour autant remettre en cause le budget initial qui reste la seule référence. Ces réestimations sont un moyen de gestion permettant d'affiner si nécessaire les plans d'action et permettent d'assurer une communication financière actualisée vis-à-vis de la communauté financière.

Ce budget s'appuie sur le plan stratégique, approuvé en juillet de l'année précédente par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium. Ce plan présente les prévisions à 5 ans pour le compte de résultat et le bilan, en fonction de la stratégie commerciale, industrielle et financière du groupe et des divisions opérationnelles.

- *Suivi des investissements de Burelle Participations*

Une fois réalisé, chaque investissement de Burelle Participations fait l'objet d'une fiche détaillée résumant ses caractéristiques, son évolution et sa valorisation. Ces fiches sont présentées au Conseil d'administration qui se réunit deux fois par an. Ce conseil comprend deux administrateurs externes à Burelle Participations, M. Laurent Burelle, Directeur Général Délégué de Burelle SA et le Directeur Financier de Burelle SA. Le portefeuille est valorisé conformément aux recommandations de l'AFIC et l'EVCA.

En outre, Burelle Participations a établi un plan à trois ans qui a pour objectif de définir sa stratégie, le montant de ses engagements, la performance attendue du portefeuille ainsi que les besoins en trésorerie. Ce plan est mis à jour périodiquement et soumis à l'accord des administrateurs au moins une fois par an. Le budget annuel s'appuie sur ce plan et fait l'objet d'une présentation formelle au Conseil d'administration en octobre.

Aucun incident notable et significatif ne s'est produit en 2007 qui puisse remettre en cause l'efficacité du contrôle interne décrit ci-dessus.

■ PLAN D' ACTIONS POUR 2008

Au sein du groupe Burelle, la Compagnie Plastic Omnium a engagé une démarche d'élaboration d'un référentiel de contrôle interne spécifiquement adapté à ses besoins propres qui concourra au renforcement de la qualité du contrôle interne par la formalisation des standards et des procédures de contrôle interne dans les domaines suivants : juridique et gouvernance, systèmes d'information, ressources humaines, engagements financiers, ventes et clients et achats.



Comptes consolidés

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président

établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Exercice clos le 31 décembre 2007.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Burelle SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil d'Administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président du Conseil d'Administration de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président du Conseil d'Administration ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président du Conseil d'Administration.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Lyon et Courbevoie, le 23 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

BERNARD CHABANEL

MAZARS & GUÉRARD

Thierry COLIN

Comptes sociaux



Comptes sociaux

83

Rapport de gestion	84
Éléments financiers	84
Publicité des rémunérations	84
Capital social	85
Actionnariat	85
Évolution boursière	85
Projet d'affectation du résultat	85
Autres éléments d'information	86
Compte de résultat	87
Bilan avant affectation du résultat	88
Tableau des flux de trésorerie	89
Annexe aux comptes annuels	90
Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2007	93
Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	94
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	95
Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2008	96
Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2008	97
Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2007	100
Résultats financiers des cinq derniers exercices	103



Comptes sociaux

Rapport de gestion

■ ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les produits d'exploitation de Burelle SA s'élèvent à 4,2 millions d'euros contre 5,5 millions d'euros en 2006. Cette évolution résulte des facturations de services rendus aux filiales, la Compagnie Plastic Omnium et sa filiale Plastic Omnium Gestion, la Compagnie Signature et Sofiparc, lesquels services constituent le chiffre d'affaires de Burelle SA.

Le résultat d'exploitation de l'exercice reflète, pour l'essentiel, les charges liées au statut de holding de Burelle SA. Il s'établit à -3,6 millions d'euros contre -4,2 millions d'euros en 2006.

Les produits financiers de 8,2 millions d'euros sont constitués de produits de placement pour 0,3 million d'euros et des dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium et la Compagnie Signature pour 7,9 millions d'euros. En 2006, les produits financiers s'élevaient à 18,3 millions d'euros. Ils comprenaient des dividendes pour 7,3 millions d'euros et une reprise de provision de 11 millions d'euros sur la participation au capital de la Compagnie Signature.

En juillet 2007, Burelle SA a cédé la Compagnie Signature à Plastic Omnium Services pour un montant de 90 millions d'euros. Le prix de cession ayant permis de rembourser la quasi-totalité de la dette financière, les charges financières diminuent de 3,7 millions d'euros à 2,5 millions d'euros sur l'exercice. Au total, le résultat financier s'élève à 5,7 millions d'euros contre 14,7 millions d'euros en 2006.

La cession de la Compagnie Signature permet de réaliser une plus-value de 11 millions d'euros qui constitue l'essentiel du résultat exceptionnel de 11,3 millions d'euros. En 2006, le résultat exceptionnel s'établissait à 0,4 million d'euros.

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal qui intégrait, en 2006, Sofiparc et les principales filiales françaises de la Compagnie Signature. Ces dernières ayant été cédées à Plastic Omnium Services en cours d'exercice, elles sont sorties de l'intégration fiscale au 1^{er} janvier 2007. Par suite, Burelle SA ne bénéficie en 2007 que du crédit d'impôt provenant de Sofiparc pour 0,3 M€. En 2006, l'intégration fiscale avait donné lieu à un crédit d'impôt de 1,5 million d'euros.

Il en résulte un bénéfice net de 13,8 millions d'euros contre 12,3 millions d'euros en 2006.

Par suite de l'exercice d'options de souscription d'actions et de l'annulation d'actions d'autocontrôle par la Compagnie Plastic Omnium, le pourcentage de détention directe de Burelle SA dans le capital de la Compagnie Plastic Omnium progresse de 51,1 % à fin 2006 à 51,7 %. Les taux de participation au capital des autres filiales, Sofiparc et Burelle Participations, restent inchangés à 100 %.

À fin 2007, l'endettement net social s'établit à 4,9 millions d'euros contre 92,3 millions d'euros à fin 2006.

Aucune réintégration de frais généraux dans le bénéfice imposable n'est intervenue au cours de l'exercice 2007, par application des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

■ PUBLICITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Conformément à l'article L 225-102-1 du Code de Commerce, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

Jetons de présence

Par Burelle SA :

• Monsieur Jean Burelle :	23 160 €
• Monsieur Laurent Burelle :	15 160 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié :	15 160 €
• Monsieur Pierre Burelle :	12 760 €
• Monsieur Patrice Hoppenot :	15 160 €
• Monsieur Dominique Léger :	20 560 €
• Madame Eliane Lemarié :	12 760 €
• Monsieur Henri Moulard :	15 160 €
• Monsieur Philippe Sala :	19 960 €
• Monsieur François de Wendel :	15 160 €

Par d'autres sociétés contrôlées par Burelle SA :

• Monsieur Jean Burelle :	62 058 €
• Monsieur Laurent Burelle :	101 319 €
• Monsieur Pierre Burelle :	52 942 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié :	48 164 €

Rémunérations de la Direction Générale

Burelle SA a versé, à chaque mandataire social salarié de Burelle SA, les rémunérations brutes suivantes :

en euros	Rémunérations brutes versées par Burelle SA	dont part variable
• Monsieur Jean Burelle :	1 067 779 €	989 935 €
• Monsieur Laurent Burelle :	1 325 059 €	1 247 185 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié :	906 350 €	828 676 €
• Monsieur Pierre Burelle :	380 874 €	303 014 €

Les rémunérations variables versées par Burelle SA ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du groupe Burelle publiée dans son rapport annuel. Au cours de l'année 2007, aucune rémunération de nature exceptionnelle n'a été versée.

Chacun de ces dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant principalement les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, notamment à la Compagnie Plastic Omnium et à sa filiale Plastic Omnium Gestion, à la Compagnie Signature et à Sofiparc. Cette facturation a pour base l'estimation du temps passé par chaque Directeur Général au profit de chaque société facturée.

Au 31 décembre 2007, Burelle SA employait 9 personnes.

Attributions de titres et opérations sur titres de la Direction Générale

Ces dirigeants détenant des options de souscription d'actions consenties par le Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium dans le cadre du plan du 14 mai 2003 ont pu lever ces options et céder ces actions au cours de l'année 2007 ; il est rendu compte de ces opérations ci-après :

	Levées d'options de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium	Cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium
• Monsieur Laurent Burelle	649 440 €	2 042 800 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié	568 260 €	249 540 €
• Monsieur Jean Burelle	649 440 €	

Par ailleurs, il est également rendu compte des options attribuées à ces mandataires sociaux par le Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium dans le cadre du plan d'options d'achat d'actions du 24 juillet 2007 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice
• Monsieur Jean Burelle :	30 000	39,38 €
• Monsieur Laurent Burelle :	50 000	39,38 €
• Monsieur Paul Henry Lemarié :	30 000	39,38 €

Plan de pension

Le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé, au cours de l'année 2003, la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficient les mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées ; celui-ci assure à ces salariés une rente de retraite égale à 1 % de la moyenne de leur rémunération au cours des 5 années précédant leur départ en retraite, par année d'ancienneté et sous condition d'une ancienneté minimale de 7 années au sein du Groupe et plafonnée à 10 %. Le coût de ce plan pour ces mandataires sociaux a été de 94 milliers d'euros en 2007. Les autres régimes de retraite dont bénéficie la Direction Générale sont identiques à ceux mis en place au profit des collaborateurs du Groupe bénéficiant du statut de cadre.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2007, le capital de 28 054 545 euros est divisé en 1 870 303 actions de 15 euros de valeur nominale. Il n'a pas varié au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2007, Burelle SA détenait 6 210 actions propres soit 0,33 % du capital social. Au cours de l'exercice, 3 829 actions ont été vendues à un prix moyen de 189,1 euros par action et 4 719 actions ont été achetées à un prix moyen de 190,8 euros par action. Ces opérations ont été effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI, conclu avec un prestataire de service d'investissements conformément à l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2007, statuant en application des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003.

ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2007, la famille Burelle détient 76,2 % de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 35,1 % de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 20,3 % de Burelle SA. À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne possède 5 % ou plus du capital social.

Au 31 décembre 2007, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la société. Les salariés ne disposent pas non plus d'actions au titre de l'actionnariat prévu par les articles L. 225-197 du Code de Commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

ÉVOLUTION BOURSÈRE

Le cours de clôture au 31 décembre 2007 de l'action Burelle s'est établi à 190 euros contre 177 euros à fin décembre 2006, soit une hausse de 7,3 %. Entre ces mêmes dates, le SBF 250 a progressé de 0,4 %.

La capitalisation boursière au 31 décembre 2007 s'élève à 355,4 millions d'euros.

PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le résultat net de Burelle SA, pour l'exercice 2007 s'élève à 13 755 452 euros.

Le bénéfice distribuable atteint 35 249 735 euros et se décompose comme suit :

• report à nouveau disponible à fin 2007 :	21 494 283 €
• résultat de l'exercice 2007 :	13 755 452 €
= bénéfice distribuable :	35 249 735 €

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 1 589 758 euros, soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 0,85 euro. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 33 659 977 euros, en report à nouveau.

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

	2004	2005	2006
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 862 443	1 864 444	1 864 791
Dividende distribué	0,70 €	0,70 €	0,77 €



Comptes sociaux

Rapport de gestion

■ AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Après avoir entendu lecture du rapport général de vos Commissaires aux Comptes ainsi que du rapport spécial établi conformément aux prescriptions de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux et consolidés qui vous ont été communiqués, et, en conséquence, de donner le quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration pour les opérations conduites pour l'exercice 2007.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons ensuite de renouveler l'autorisation donnée à votre société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2007, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AFEI,
- de l'attribution d'actions gratuites à des salariés et mandataires sociaux du groupe dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de Commerce,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions à des salariés et mandataires sociaux du groupe ;

dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 300 euros par action,
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée, soit 187 030 actions,
- les rachats d'actions seront effectués par tous moyens, sur le marché boursier, de gré à gré ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

Vous pouvez prendre également connaissance du rapport spécial relatif au programme d'achat d'actions propres 2008, portant notamment sur l'affectation précise aux différentes finalités des actions acquises dans le cadre de ce programme.

Les actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine Assemblée Générale Annuelle, de l'affectation précise des actions acquises aux différents objectifs poursuivis pour l'ensemble des rachats effectués.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Par ailleurs, il vous est proposé de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Patrice Hoppenot pour une durée de trois ans.

Enfin, nous vous proposons de porter le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration à 185 000 euros et ce à compter du 1^{er} janvier 2008.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel, la liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social, ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices, lesquels font partie intégrante du rapport de gestion.

Comptes sociaux

Compte de résultat

en milliers d'euros

	Notes	2007	2006
Produits d'exploitation	A	4 162	5 511
Achats et charges externes	B	-1 715	-1 613
Impôts et taxes		-334	-419
Charges de personnel		-5 465	-7 497
Dotations aux amortissements et provisions	C	-44	-51
Autres charges		-172	-152
Résultat d'exploitation		-3 568	-4 221
Résultat financier	D	5 695	14 661
Résultat courant		2 127	10 440
Résultat exceptionnel	E	11 276	370
Résultat avant impôts		13 403	10 810
Impôts sur les bénéfices	F	352	1 494
Résultat net		13 755	12 304



Comptes sociaux

Bilan avant affectation du résultat

en milliers d'euros

ACTIF	Notes	Valeurs brutes	Amortissements	2007 Montants nets	2006 Montants nets
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles	G	4	2	2	2
Immobilisations corporelles	H	438	299	139	183
Immobilisations financières	I	113 701		113 701	185 230
Total actif immobilisé		114 143	301	113 842	185 415
ACTIF CIRCULANT					
Créances clients	J	553		553	3 167
Créances Groupe	J	396		396	476
Autres créances	J	338		338	340
Disponibilités	K	2 447		2 447	1 603
Total actif circulant		3 734		3 734	5 587
Charges constatées d'avance	L	13		13	39
TOTAL		117 890	301	117 589	191 041

PASSIF	Notes	2007 Montants avant affectation du résultat	2006
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	M	28 055	28 055
Primes d'émission, de fusion, d'apport	N	16 494	16 494
Réserves et report à nouveau	O	43 518	32 650
Résultat de l'exercice		13 755	12 304
Total capitaux propres		101 822	89 503
Provisions pour risques et charges	C	6	111
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		89	34 600
<i>Dont concours bancaires courants</i>		89	30
Emprunts et dettes financières divers		6 354	58 920
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		267	1 181
Dettes fiscales et sociales		3 259	3 406
Autres dettes		5 792	3 320
Total des dettes	P	15 761	101 427
TOTAL		117 589	191 041

Comptes sociaux

Tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros

	2007	2006
TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 573	2 252
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat de l'exercice	13 755	12 304
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	- 11 029	- 11 037
<i>dont dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	- 62	- 11 037
<i>dont plus-values nettes de cessions</i>	- 10 968	
Capacité d'autofinancement	2 726	1 267
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 522	- 1 919
<i>dont créances d'exploitation</i>	2 576	- 1 212
<i>dont dettes d'exploitation</i>	- 1 054	- 707
Flux de trésorerie générés par l'activité	4 248	- 652
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières	- 4 878	
Cessions, transferts d'immobilisations financières	90 000	17
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	85 122	17
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capitaux propres		
Dividendes versés	- 1 435	- 1 304
Variation des dettes financières à long et moyen terme	- 34 570	- 58 995
Variation des créances financières à court terme	148	6 760
Variation des dettes financières à court terme	- 52 728	53 494
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 88 585	- 45
VARIATION DE TRÉSORERIE	785	- 679
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 358	1 573



Comptes sociaux

Annexe aux comptes annuels

en milliers d'euros

I - PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation comptable française en vigueur.

	2007
STRUCTURE FINANCIÈRE (en milliers d'euros)	
Capital	28 055
Capitaux propres	101 822
Dettes financières nettes	4 910
Valeurs immobilisées nettes	113 842
Total du bilan	117 589
ACTIVITÉ (en milliers d'euros)	
Produits d'exploitation	4 162
Résultat d'exploitation	-3 568
Résultat courant avant impôts	2 127
Résultat net	13 755
Résultat net par action (en euros)	7,35

II - NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

A - Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

La répartition de ces produits est la suivante :

	2007	2006
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ		
- prestations de services	4 157	5 511
- autres	6	0
PAR MARCHÉS GÉOGRAPHIQUES		
- France	4 163	5 511
- Étranger		

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation aux principales filiales de prestations de services de direction générale couvrant la coordination et l'animation des activités du Groupe.

Au titre de l'exercice 2007 cette facturation de prestations de service de direction générale représente un total de 4 157 K€, se décomposant comme suit :

	2007	2006
Plastic Omnium Gestion SNC	2 475	3 316
Sofiparc SAS	681	821
Compagnie Plastic Omnium SA	537	754
Compagnie Signature SAS	464	620
Total	4 157	5 511

B - Achats et charges externes

	2007	2006
Honoraires	405	262
Publications et communication	211	149
Services bancaires et assimilés	232	330
Locations et charges locatives	403	430
Autres achats et charges externes	464	442
Total	1 715	1 613

C - Variations des amortissements et provisions

	2006	+	-	2007
SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
Brevets	2			2
Agencements - Aménagements des constructions	154	30		184
Véhicules de tourisme	17	9		26
Mobilier, matériel informatique	84	5		89
Titres de participations	0			0
Total	257	44	0	301
SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF				
Provisions pour risques	111		105	6
Total	111		105	6

Dont

Dotations et reprises d'exploitation	44	
Dotations et reprises financières		
Dotations et reprises exceptionnelles		105
Total	44	105

La société Burelle SA retient les durées d'amortissement suivantes :

Agencements - Aménagements des constructions	10 ans
Véhicules de tourisme	5 ans
Mobilier	5 ans
Matériel informatique	4 ans

Les provisions pour risques constatées à la clôture de l'exercice 2007 concernent uniquement la provision sur médailles du travail. Il n'existe pas de passif éventuel.

D - Résultat financier

	2007	2006
Produits de participation	7 908	7 322
Produits et charges d'intérêts	-2 410	-3 665
Dotations et reprises sur provisions	0	10 991
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	196	13
Total	5 694	14 661

Le détail des produits de participation est communiqué dans le tableau des filiales et participations.

E - Résultat exceptionnel

	Produits	2007 Charges	Net
Sur opérations en capital	90 203	79 032	11 171
Sur dotations et reprises de provisions	105		105
Total	90 308	79 032	11 276

Les produits sur opérations en capital résultent de la cession de la filiale Compagnie Signature SAS à la société Plastic Omnium Services pour une valeur des titres de 90 000 K€ ainsi que du boni sur actions propres de 203 K€.

La charge de 79 032 K€ correspond à la valeur nette comptable de la Compagnie Signature SAS dont la cession a dégagé une plus-value de 10 968 K€.

F - Impôts sur les bénéfices

	Résultat 2007 Courant	Exceptionnel	Net
* Résultat net comptable avant impôts	2 127	11 276	13 403
* Incidences fiscales	-5 999	-10 342	-16 341
= Base	-3 872	934	-2 938
Impôts théoriques			0
Impact intégration fiscale			-352
Autres			0
Total impôts sur les bénéfices			-352
Résultat après impôts			13 755

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal intégrant la filiale Sofiparc SAS.

La cession de la Compagnie Signature SAS a entraîné de facto la sortie de l'intégration fiscale des sociétés suivantes : Compagnie Signature SAS, Signature Holding SAS, Signature SA, Sodilor SAS, Société d'Applications Routières SAS, Euroliners SAS, Signature Traffic Systems SAS, Farcor SAS, Signalisation Sécurité SARL, Signalis SAS et Signalisation toulousaine SARL.

L'économie d'impôts totale réalisée en 2007 grâce à ce groupe fiscal est de 457 K€. Cette économie est constatée entièrement chez Burelle SA en produits.

Les déficits reportables du groupe fiscal s'élèvent à 57 473 K€.

Burelle SA présente un impôt latent relatif aux opérations d'apport partiel d'actif réalisées au profit de la société Sofiparc en 1989.

III - NOTES SUR LE BILAN

Ces montants sont présentés en valeurs brutes.

G - Immobilisations incorporelles

	2006	+	-	2007
Brevets	4			4
Total	4			4

H - Immobilisations corporelles

	2006	+	-	2007
Agencements - Aménagements des constructions	305			305
Véhicules de tourisme	44			44
Mobilier	73			73
Matériel informatique	15			15
Total	437			437

I - Immobilisations financières

	2006	+	-	2007
Titres de participation	185 149	7 500	79 032	113 617
Autres titres immobilisés	0			0
Autres immobilisations financières	81	4		85
Total	185 230	7 504	79 032	113 702

Au cours de l'exercice, Burelle SA a souscrit à une augmentation du capital de Burelle Participations à hauteur de 7 500 K€. La sortie de titres de 79 032 K€ correspond à la valeur nette comptable des titres de la Compagnie Signature SAS cédés à Plastic Omnium Services.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette ou des perspectives de rentabilité.



Comptes sociaux

Annexe aux comptes annuels

en milliers d'euros

J - Créances

	2007	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Créances clients	553	553	553
Créances fiscales	336	336	
Créances Groupe	396	396	396
Autres créances	1	1	1
Total	1 286	1 286	950

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à 1 an.

Les créances fiscales représentent essentiellement les crédits d'impôts sur les bénéfices.

K - Disponibilités

	2006	+	-	2007
Valeurs mobilières de placement	1 712	1 488	1 228	1 972
<i>Dont actions propres</i>	773	901	521	1 153
Disponibilités	-109	583		474
Total	1 603	2 071	1 228	2 446

Le poste « valeurs mobilières de placement » enregistre les achats de fonds commun de placement ainsi que les opérations sur actions propres.

Ces opérations sur actions propres sont effectuées dans le cadre du contrat de liquidité confié par Burelle SA à un prestataire de services et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Au 31 décembre 2007, Burelle SA détient 6 210 titres entrant dans cette catégorie acquis au prix moyen de 186 € et représentant 0,33 % du capital social.

L - Charges constatées d'avance

Non significatif

M - Capital social

Au 31 décembre 2007, le capital social est de 28 054 545 € représenté par 1 870 303 actions de 15 €.

N - Primes d'émission

Les primes d'émission, de fusion et d'apport restent égales à 16 494 K€.

O - Réserves

	2006	+	-	2007
Réserve légale	2 805			2 805
Réserves indisponibles	533			533
Autres réserves	18 686			18 686
Report à nouveau	10 627	12 304	1 439	21 494
Total	32 650	12 304	1 439	43 518

P - Dettes

	2007	Echéance - 1 an	Sociétés liées
Établissements de crédit	89	89	
Dettes financières Groupe	6 354	6 354	6 354
Fournisseurs	266	266	5
Dettes sociales	3 071	3 071	
Dettes fiscales	188	188	
Autres dettes	5 792	5 792	5 792
Total	15 760	15 760	12 151

■ IV - INFORMATIONS DIVERSES

Avantages du personnel

Le montant des indemnités de fin de carrière, non constaté au 31 décembre 2007, dans les comptes sociaux de la société Burelle SA, se détaille comme suit :

	2007
Indemnités de départ à la retraite	1 591
Total	1 591

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation fin de période : 5,25 %

Taux de croissance attendu des salariés : 3 %

Taux d'inflation : 2 %

Par ailleurs, un plan de pension complémentaire pour les cadres dirigeants a été mis en place en 2003 et est couvert par un contrat d'assurance externe au groupe. La valeur de l'engagement net de couverture au titre de ce plan de pension complémentaire s'élève à 99 K€ au 31 décembre 2007.

Instruments financiers souscrits

Burelle SA a souscrit, en 2003, des couvertures économiques sous la forme d'instruments financiers, en vue de se garantir contre les hausses d'intérêts sur les emprunts et lignes de crédit souscrits. Les couvertures souscrites sont toutes arrivées à terme au cours de l'année 2007.

Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L225-43 du Code de commerce.

Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes d'administration durant l'exercice 2007 y compris les jetons de présence s'élève à 3 865 K€.

Comptes sociaux

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2007

en milliers d'euros

Sociétés	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute et nette	Prêts et avances consentis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
FILIALES								
Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	9 336	297 612	51,7 %	68 583 68 583	0	6 611	46 560	6 374
Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	24 578	5 526	100 %	24 979 24 979	0	4 692	471	0
Burelle Participations SA 1, rue François 1 ^{er} 75008 Paris	20 000	5 237	100 %	20 000 20 000	0	0	2 299	0
PARTICIPATIONS								
Autres titres*				55				1 533
TOTAL				113 617 113 617				7 907

Aucun aval ou caution n'a été donné par Burelle SA en faveur de ses filiales.

* Les dividendes encaissés par la société ont été versés par la Compagnie Signature, filiale dont les titres ont été cédés en juillet 2007.



Comptes sociaux

Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle SA tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la cession des titres détaillée dans la note E - Résultat exceptionnel - de l'annexe.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9, 1^{er} alinéa du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- l'actif de votre société est essentiellement constitué de titres de participation. La note III I de l'Annexe précise que votre société déprécie les titres de participation dont la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour justifier que les valeurs d'inventaires des titres de participation sont au moins égales à leurs valeurs nettes comptables. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations comptables et des évaluations qui en résultent,
- les autres appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté notamment sur les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes ; celles-ci n'appellent pas de commentaire particulier.

Ces appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Lyon et Courbevoie, le 23 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

BERNARD CHABANEL

MAZARS & GUÉRARD

Thierry COLIN

Comptes sociaux

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Cession de la Compagnie Signature à Plastic Omnium Services

Votre société a cédé l'intégralité de sa participation (soit 100 %) dans la société Compagnie Signature à la société Plastic Omnium Services, le 26 juillet 2007, pour un montant de 90 millions d'euros payable comptant. Selon les accords, Burelle SA bénéficie d'un droit de suite, sur une période de deux ans, en cas de cession des titres de la société Compagnie Signature par Plastic Omnium Services ou toute autre société du groupe de la Compagnie Plastic Omnium, à un prix excédant 94,5 millions d'euros. Une garantie de passif a été consentie pour un montant plafonné à 11 millions d'euros.

Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration, les 24 avril et 27 juillet 2007.

L'accord avec la société Eurovia, signé le 13 décembre 2007, au sein de la Compagnie Plastic Omnium pour la création en partenariat d'un nouveau pôle de signalisation routière, effectué sur une base de valorisation équivalente au prix de cession de la société Compagnie Signature par Burelle SA., n'a pas fait jouer le droit de suite.

Personne intéressée : Monsieur Laurent Burelle.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Prestations de services de la Direction Générale du Groupe

Votre société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000.

Au titre de cette convention, les prestations de services de la Direction Générale mises à la charge des différentes sociétés du groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, se sont élevées respectivement à :

• Compagnie Signature SAS	444 964 €
• Sofiparc SAS	708 397 €
• Compagnie Plastic Omnium SA	521 579 €

En complément de cette refacturation, les Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de la Compagnie Plastic Omnium du 11 décembre 2003 ont approuvé la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à leur Comité de Direction et à leurs mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées, un complément de retraite de 10 % de leur rémunération actuelle. Une quote-part de ces charges portées par Burelle SA est refacturée à la Compagnie Plastic Omnium SA, à Compagnie Signature SAS et à Sofiparc SAS, dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale Groupe dont elles font partie. Toutefois, suivant la décision de ces Conseils d'Administration, cette refacturation n'intègre pas de coefficient de couverture de frais fixes.

Le montant mis à la charge de ces sociétés en 2007, au titre de ce plan de retraite complémentaire s'est élevé à :

• Compagnie Plastic Omnium SA	10 656 €
• Compagnie Signature SAS	8 214 €
• Sofiparc SAS	2 917 €

Fait à Lyon et Courbevoie, le 23 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes

BERNARD CHABANEL

MAZARS & GUÉRARD
Thierry COLIN